



PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro) FRANCE : 3 fr.
) ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER..... 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE) Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Les États-Unis du Caucase et le Pantouranisme	***
En esclavage chez les Russes.....	RASSOUL-ZADÉ
La question d'un Etat Touranien.....	M. TCHOKAEFF
Les intrigues des agents bolcheviks	MILITANT
L'Ukraine et les États-Unis d'Amérique	M. C.
A la S. D. N. (Appel des Ukrainiens).....	
Offensive contre la langue turke	DURRU-NADIR

CHRONIQUE

Azerbaïdjan. — Géorgie. — Caucase du Nord — Ukraine.

BIBLIOGRAPHIE

La Turquie et le Pantouranisme.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINNE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LES ÉTATS-UNIS DU CAUCASE et le PANTOURANISME

« Pantouranisme... Etats-Unis du Caucase... voilà que nous entrons dans les broussailles orientales ! » diront nos lecteurs.

Cependant, ces broussailles sont déjà assez défrichées pour y voir clair et pour qu'on puisse en dégager la ligne d'évolution générale, ligne dont on ne saurait méconnaître l'importance pour la consolidation de la paix et le maintien d'un équilibre stable dans tout l'Orient.

Nous parlons du Caucase. Ce n'est pas une taupinière. Ce n'est pas même un relief géographique bon tout au plus à charmer la pensée d'un écolier. Le Caucase de nos jours est devenu l'expression d'une conception politique à la fois claire et précise. Il n'est pas un homme d'Etat européen qui ne puisse s'en passer sans compromettre l'œuvre de la paix et les intérêts vitaux de l'Europe elle-même.

Nous n'exagérons rien. Pour mieux comprendre notre point de vue, il suffit de se souvenir de la péninsule balkanique et du rôle qu'elle a joué dans la politique européenne au cours des deux derniers siècles. Elle a, soit dit en passant, beaucoup de ressemblances avec le Caucase. Comme ce dernier, elle a passé à travers des vicissitudes à peu près analogues, et après de longues luttes entraînant à leur suite des flots de sang, elle a abouti à une situation qui clot la période des conflits et qui établit, dans la mesure du possible, les conditions nécessaires pour l'évolution normale du pays. Comment ce résultat a-t-il été atteint ? Qu'a-t-on fait ? On a fait une chose dont on ne saurait jamais trop souligner l'importance : on a séparé deux puissances ennemies, la Russie et la Turquie, par une série d'Etats indépendants qui, tout en donnant satisfaction aux aspirations légitimes des peuples opprimés, évoluent maintenant sous nos yeux vers une Confédération d'Etats dans le cadre de la Société des Nations. Tout laisse supposer que la paix ne sera plus troublée dans cette partie du monde.

Le même problème se pose au Caucase où les Russes jouent exactement le même rôle qu'avaient joué les Turcs dans les Balkans. Et si les Turcs furent, en fin de compte, contraints d'abandonner les Balkans, on ne conçoit pas la raison qui tolère plus longtemps les Russes dans le Caucase.

Qu'on nous permette ici d'établir un point d'histoire qui a sa valeur politique : Comment la Russie s'est emparée du Caucase ? La méthode



employée est assez curieuse, elle est même, dirions-nous, unique au monde par la hardiesse de sa conception.

Par deux traités conclus, en 1828 et en 1829, l'un à Turkmantchaï, l'autre à Andrinople, la Russie arrachait à la Perse et à la Turquie la reconnaissance d'un tracé de frontière avec l'empire russe *au Sud du Caucase*. Et cela à l'époque où la frontière réelle de l'empire ne dépassait même pas la ligne Kouban-Térek et où le Caucase, presque dans son entier, se trouvait en dehors du territoire russe. La Perse et la Turquie n'exerçant aucun droit de souveraineté sur les peuples du Caucase, s'inclinèrent d'autant plus volontiers que cette reconnaissance ne portait aucune atteinte à leurs droits territoriaux. La Russie extorqua ainsi une reconnaissance fictive, si bien que du même coup les peuples du Caucase, libres et indépendants, se trouvèrent incarcérés dans la prison russe. Dès lors, le gouvernement impérial se sentant plus à l'aise donna libre cours à sa « mission civilisatrice. » Le malheureux Caucase ne fut, au cours du XIX^e siècle, qu'une véritable tchéka, pour ainsi dire, transposée dans le domaine international.

« Le mot *honneur* n'existe pas dans le vocabulaire russe », disait Karl Marx, écœuré par le spectacle inouï qu'offrait alors la conquête du Caucase. On comprend aisément qu'au Congrès de Paris, en 1856, ait été posée avec netteté la question du *statu quo* international des territoires situés à l'Est de la mer Noire. La question ne reçut pas la solution qu'elle comportait, aussi la vit-on se poser de nouveau devant l'Europe d'après-guerre. Il s'ensuivit une reconnaissance *de jure* et *de facto* de l'indépendance des Républiques caucasiennes : Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan.

Voilà où nous en sommes. La question de droit est donc tranchée une fois pour toutes. Il est vrai que l'impérialisme soviétique a foulé aux pieds cet acte de justice envers les peuples du Caucase, mais il n'en est pas moins vrai qu'avec la chute de la dictature soviétique, la formation des Etats-Unis du Caucase sera sans aucun doute un fait accompli. Nous avons eu maintes fois l'occasion d'en parler ici-même et d'en préciser les données déterminantes d'ordre politique et économique; nous n'y reviendrons pas. Disons seulement que le Caucase dans son entier attend ce jour de délivrance avec enthousiasme.

Mais nous entendons déjà le cri : « Prenez garde ! Avec votre liberté du Caucase, n'allez-vous pas tomber dans l'enfer du Pantouranisme ? »

Le Pantouranisme ? Que veut dire ce mot ? La race touranienne..., on la rencontre presque partout en Asie, mais quel danger peut-elle présenter pour la liberté du Caucase ? Examinant la carte, on s'aperçoit aisément que le Caucase est bien délimité : d'une part, les steppes de Russie, de l'autre, les plateaux anatoliens et iraniens; enchâssé entre deux mers, il se présente comme un îlot qui doit avoir sa vie nationale et sociale, sa structure économique particulière et ses intérêts spéciaux qui ne peuvent être confondus avec ceux des autres pays, fussent-ils apparentés avec l'une ou l'autre des parties du Caucase par une affinité raciale. De plus, les pays de race touranienne ne sont pas à proprement parler contigus au Caucase : au Nord, entre le Caucase et les turco-tartares de la Volga et de l'Oural, se place la Cosaquie libre, à l'Est, entre le Caucase et le Turkestan s'étend la mer Caspienne; au Sud, la Perse n'a aucun désir de se rayer de la carte... Comment, dans ces conditions, peut-on parler sérieusement d'un Etat Pantouranien qui engloberait tous les pays, depuis la Méditerranée jusqu'à la Mongolie, y compris le Caucase ? C'est du domaine de la pure fantaisie.

Et comment peut-on ainsi intervertir les rôles ?... Jusqu'à présent,

c'est la Russie qui brisait les petits Etats qui, écrasait les peuples, allant jusqu'à menacer l'existence même de la Turquie et de la Perse. Maintenant (serait-ce avec la dictature soviétique ?) ce ne serait plus la Russie qui présenterait un tel danger, ce serait... le Pantouranisme ! Voilà le péril. Il n'est pas encore né, il est vrai, mais il pourrait naître sûrement, au cas où se réaliserait la liberté du Caucase, et alors, adieu la liberté ! tout serait emporté dans l'enfer de la tyrannie turco-mongole. La tyrannie actuelle des Soviets ne compte pas. Elle est non moins terrible, mais la Russie future, la Russie démocratique, saura récompenser tous les peuples qui auront été assez sages pour rester calmes et pour ne pas crier... « Assassins !... Au secours ! » Qu'est-ce que cela vous fait que l'on vous assassine ? Le péril du Pantouranisme n'est-il pas autrement grave ?... Non, vraiment, c'est à dormir debout !

De toute évidence, cette propagande puérile n'a d'autre but que de créer le doute et de jeter le désarroi dans les esprits hésitants, d'ébranler en quelque sorte la foi dans l'avenir du Caucase. C'est la même méthode qu'employèrent les Turcs de jadis en vue de maintenir leur domination dans les Balkans. Ils esquissaient eux aussi, l'ombre du péril du Panslavisme pour effrayer les Bulgares et les Serbes, menacés, disaient-ils, d'être engloutis dans les vagues envahissantes de Russie. Mais les Slaves des Balkans ne furent pas dupes de cette propagande : ils acceptèrent avec reconnaissance l'aide russe pour chasser les Turcs, et lorsque la Russie montra ses ambitions dominatrices, ils ne furent pas moins résolus à lui montrer le poing... tout en restant reconnaissants pour l'aide qu'ils en avaient reçue.

Cette petite histoire nous porte à croire que la propagande du danger pantouranien vient de l'officine russe, tout comme celle du danger panslaviste venait jadis de l'officine turque. L'histoire se répète... et la méthode de lutte politique aussi. Mais la propagande turque a lamentablement échoué dans les Balkans, le sort de la propagande russe ne sera pas moins lamentable dans le Caucase. La communauté de race, à elle seule, n'a jamais déterminé d'ailleurs une unité politique, témoins la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Bulgarie, toutes libres et indépendantes, malgré leurs affinités avec la Russie. L'idée de pantouranisme n'aura donc pas plus de prise en Asie que l'idée de panslavisme en Europe. Et si l'Azerbaïdjan manifeste une sympathie assez prononcée pour la Turquie, ce qui nous paraît naturel, cette sympathie, croyons-nous, ne dépassera jamais par son intensité et par ses conséquences celle que la Bulgarie ou la Serbie, par exemple, nourrissent pour la Russie.

Le pantouranisme n'est donc qu'un épouvantail qui n'épouvante personne. Mais on aurait tort d'en conclure que la liberté du Caucase ne court aucun danger et qu'elle sortira du chaos que nous prépare la chute prochaine du bolchevisme, comme Vénus sortit de l'onde, belle et triomphante. Non, il serait toutefois impardonnable de fermer les yeux : le danger existe, seulement il n'est pas là où l'on voudrait nous le faire voir.

L'antagonisme russo-turc, on le sait, ne date pas d'hier. Il a toute une histoire. Il s'efface de temps à autre, laisse même parfois place à une amitié apparente, comme à l'heure actuelle, mais il reste toujours latent, prêt à éclater au moment propice. La raison en est dans l'opposition inéluctable des deux impérialismes russo-mongol et turco-mongol, dont la rivalité séculaire a pu ensanglanter les Balkans et qui pourrait fort bien encore ensanglanter le Caucase.

Cette éventualité n'est pas exclue. Elle pose une fois de plus l'angois-

sante question suivante : que faut-il faire pour conjurer le danger ? Exactement la même chose qui a été faite dans les Balkans. Il faut séparer les deux mondes ennemis par une série d'Etats libres et indépendants. C'est ce qui a été fait dans les Balkans. C'est ce qu'on doit faire au Caucase. Il fut un temps où une coalition des Etats balkaniques réussit à refouler les Turcs des Balkans; une coalition des Etats caucasiens, soutenue par le mouvement général des peuples opprimés de Russie devra refouler les Russes du Caucase...

L'idée d'un Etat confédéré du Caucase n'est donc pas un rêve : elle a sa base réelle dans la volonté des peuples du Caucase et elle répond exactement aux intérêts supérieurs de la paix. Libre de toute emprise, russo-mongole aussi bien que turco-mongole, le pont du Caucase, jeté entre la mer Noire et la mer Caspienne, ouvrira les pays lointains aux échanges mondiaux en même temps qu'un champ illimité à l'activité morale et intellectuelle de l'Europe. Ce serait un instrument de civilisation des plus efficaces et des plus grandioses qu'il soit possible de concevoir.

Il faut seulement l'envisager de plus haut, car plus on verra large et plus on verra juste.

* * *

EN ESCLAVAGE CHEZ LES RUSSES

Un journaliste du Caucase en même temps qu'homme politique, a trouvé sous l'épithète de « Volontaires de l'Impérialisme russe », une expression particulièrement heureuse. Il ne serait pas superflu, semble-t-il, d'ajouter à ce titre, le déterminatif d'« esclavage de la Russie » !

Un frappant exemple de cet esclavage nous est donné par un journaliste arménien, A. Khondkarian. Pour nous servir de l'expression si réussie de l'organe ukrainien *Trizoub*, ce « patriote russe arménien » a publié, sous le titre « Au service de la Turquie », un article, dans les *Dni*, hebdomadaire de l'ancien Président du gouvernement provisoire russe, M. Kerenski. Ledit article a été écrit à la suite d'une déclaration parue sous la signature des représentants des peuples opprimés de Russie, en vue d'un Congrès qui devait s'ouvrir à Genève.

L'activité séparatiste des peuples groupés autour de la revue *Prométhée*, paraissant à Paris et dont les aspirations ne tendent rien moins qu'à une libération du joug de la Russie, a plus profondément piqué au vif l'Arménien Khondkarian que les Russes même. Songez un peu ! Est-ce de ces chagrins qu'on peut facilement supporter ?... Le Caucase, l'Ukraine, et le Turkestan, non seulement ne veulent point rester sous le pouvoir de la Russie, mais encore ils osent le déclarer à la face du monde, exigeant leur indépendance... L'indépendance ! ! Quels que soient les sentiments esclaves qui se cachent au plus profond de leur âme, quel que soit leur désir de rester dans la « prison des peuples », les Khondkarian ne sont pas assez naïfs pour ignorer tout ce qu'ont d'odieux les attaques contre les aspirations dont il a été parlé. Ces attaques ne peuvent être faites sans se trahir eux-mêmes; de plus, de pareilles attaques ne répondraient point à l'idée extérieure qu'on se fait de l'organe de M. Kerenski, lequel porte tout de même les couleurs du socialisme.

La campagne enfin contre le séparatisme trouverait difficilement la

sympathie dans le milieu national auquel appartient M. Khondkarian, car là encore on parle de l'indépendance de l'Arménie.

Ces considérations permettent d'affirmer que M. Khondkarian, négligeant la vérité, s'efforce de prouver le manque de sincérité du « séparatisme » en Russie. Dans ce but, agissant à l'exemple de certains démagogues arméniens habitués de longue date à altérer le véritable sens du « pantouranisme », il s'attarde à ce thème et tâche de tirer parti d'un prétendu ouvrage en préparation sur la « Turquie et le Panturquisme » de l'un de ses confrères Zarevand. S'emparant de certains passages de ce livre, en préparation, il essaie de démontrer que le but fondamental des séparatistes turko-tartares qui se trouvent groupés autour de *Prométhée*, n'est pas d'organiser leur propre existence, mais plutôt de se séparer de la Russie pour s'unir à la Turquie. Et pour arriver à le prouver, M. Khondkarian a recours, suivant ainsi l'inclinaison de son âme d'esclave, à l'étrange méthode que voici : d'après lui, l'un des journalistes de Kazan aurait commis un crime impardonnable du fait qu'il se serait par trop intéressé aux productions littéraires de la Turquie... Il est certain, pense M. Khondkarian, que s'il prend la fantaisie à quelqu'un de développer ses goûts et connaissances littéraires en s'inspirant de productions littéraires autres que celles de la Russie, c'est commettre un crime des plus graves.

Non moins impardonnables est le fait pour les pays turko-tatares d'avoir manifesté de la joie et de l'intérêt pour la Turquie lors de la proclamation de la constitution dans ce pays. Comment admettre que quelqu'un s'intéresse à la constitution turque, à la vie politique de la Turquie, au nationalisme, au Kemalisme, du moment qu'il existe une constitution russe, un nihilisme russe, une anarchie, un communisme, un léninisme russes ?...

Si la seule lecture des journaux paraissant à Stamboul et le fait de montrer de l'intérêt pour les libertés turques peuvent être considérés comme une trahison envers le patriotisme russe, il est facile de se représenter l'impression que peut produire tout acte considéré hostile à l'impérialisme russe. N'est-ce point vous qui, au cours de la guerre, n'avez pas défendu les frontières de la Russie avec toute la vaillance que comportait la situation ? Peut-on compter pour russophiles ceux qui sympathisent à un Confédération du Caucase ? Ne pressentez-vous point déjà quels en seront les résultats ? Il vous arrivera en Russie ce qui est arrivé en Turquie à l'Arménie. Attendez-vous à cela !...

M. Khondkarian se trompe profondément s'il croit que nous somme de ceux qu'on peut asservir par la menace. Dans la lutte pour notre liberté, pour notre indépendance, nous faisons était des formules du siècle. La défense des frontières de l'impérialisme russe, constituées par suite d'annexions successives et d'une politique d'oppression, ne saurait être un idéal pour nous. Lorsque l'empire russe, à une époque où il pourrait nous accuser de lui manquer de fidélité, entra dans le domaine de l'histoire, l'on voit apparaître M. Khondkarian et ses accusations déplacées qui témoignent, on ne peut mieux, de l'état d'esclavage de son âme. L'expression « plus royaliste que le roi » ne convient-elle pas à la personne de M. Khondkarian ? Le lecteur jugera !

Quoi qu'il en soit, nous déclarons que nous ne nourrissons aucun sentiment d'animosité contre le peuple russe habitant les frontières de son territoire; au contraire, nous lui souhaitons bien-être et prospérité ! Mais nous devons bien reconnaître que nous sommes ennemis de l'impérialisme russe, quelle qu'en soit la couleur, de cet impérialisme, qui nous ayant attelés à son char, empêche l'édification d'une vie à nous, d'une vie qui

nous est propre avec ses institutions et sa culture. Affirmer ces sentiments à la face de l'impérialisme russe, que ce soit dans le passé, dans le présent ou dans l'avenir, ne saurait nous déplaire, moins encore nous en cacher. Et nous sommes persuadés que l'histoire et l'opinion publique du monde entier ne sauraient nous désapprouver. L'exemple de la Tchécoslovaquie en est un témoignage; l'on ne saurait en effet l'accuser de « trahison » envers l'Autriche du fait que pendant la guerre, ses ressortissants patriotes passèrent le front russe.

*
**

Passant à la question du « pantouranisme » nous estimons utile de donner quelques détails sur certains milieux où ce problème se trouve mis à l'ordre du jour. Il convient tout d'abord de signaler que, de même que parmi les peuples slaves, l'idée de former un seul groupement, a germé parmi les peuples turks.

La conception d'un tel groupement a pris, avec le temps, un caractère romantique qui n'a pas été sans faire sentir son influence bienfaitante et progressive par comparaison avec l'idéologie religieuse-islamiste qui absorbait jusqu'à ce jour la vie du monde turko-tatare. Toutefois, le pantouranisme possédant des conditions et possibilités bien inférieures au panslavisme, est arrivé en un laps de temps bien plus court à des déductions que le panslavisme avait déjà faites. Et c'est pourquoi de nos jours, les plus ardents pantouraniens n'ont d'autre souci que de chercher le moyen de conserver le plus possible la culture générale de leur pays dans son intégrité.

Les Arméniens « patriotes russes » ont exploité à dessein l'article de M. Aïaz Issaki bey, consacré à l'unité turke et aux obligations de la Turquie par rapport à cette union, pour se livrer à une violente critique dans le journal *Inkilap* paraissant à Angora. Dans cet organe auquel collaborent depuis très longtemps certains journalistes turkistes, a été publiée, malgré l'opposition d'Ali Haïdar Emir bey sur lequel spécula M. Khondkarian, une vive critique des idées exposées par Aïaz bey sur la nécessité pour la Turquie de défendre les intérêts des autres pays turks.

La discussion autour de ce problème ne se limita pas à une seule polémique de presse, elle se manifesta sous un aspect plus réservé dans la philosophie de la politique des penseurs et des hommes politiques de Turquie. Grâce à cette conception, le nationalisme turk se modernise, il se transpose pour passer du plan raciste à un système essentiellement national.

Les adeptes de ce système national avec le grand historien Mukrimin Halil bey ont même fondé une école spéciale d'« Anatoliens » avec pour but de propager l'idée en vertu de laquelle le mot « turk indiquerait, non pas une « nationalité », mais une « race ». Il n'existe pas de nationalité turke, disent les Anatoliens, mais il existe divers groupements nationaux turks.

Développant cette idée, les « Anatoliens » sont allés si loin qu'ils ont été jusqu'à proposer de désigner la Turquie sous le nom d'*Anatolie*, attendu, disent-ils, que le mot « Anadolion » convient mieux à la personnalité du ture que le mot « turk » (cf. mon article : « Le caractère essentiel du nationalisme de la Turquie », *Prométhée*, mai 1928, n° 18).

Il est bon de souligner que le succès de cette idéologie néo-turke n'est pas seulement du domaine académique. La politique appliquée au cours

de l'édification d'une nouvelle vie nationale en Turquie, s'harmonise parfaitement avec la conception des principes nationaux qui caractérisent les démocraties actuelles.

Par opposition au romantisme d'hier, le nationalisme effectif d'aujourd'hui en Turquie ne porte plus le nom de « pantouranisme », pas même celui de « panturquisme », mais simplement celui de « turquisme ».

Entre le pantouranisme d'hier et le turkisme d'aujourd'hui, existe cette même différence qu'on rencontrait autrefois dans les conceptions du panslavisme des idéologues de Tchécoslovaquie entre Polotski et Gavlitich. L'on sait que le premier envisageait un grand empire slave sous l'hégémonie de la puissante sœur russe, seule capable de présider à la libération des Tchèques. Le deuxième restait fidèle au slavisme comme par opposition à cette illusion. Il se plaça sur un terrain plus réel et lança le mot d'ordre suivant : « La libération des Tchèques se réalisera par leurs propres forces », si bien que la Tchécoslovaquie actuelle est pour ainsi dire l'aboutissement de cette idée réaliste. Si donc l'idée d'une union des Slaves n'a pas empêché la création d'une Tchécoslovaquie, pourquoi l'idée d'une union de tous les Turks empêcherait-elle la renaissance de l'Azerbaïdjan au sein d'une Confédération caucasienne ? Il peut fort bien se trouver de par le monde un idéaliste dans le genre de Polatski pour envisager qu'un beau jour, tous les peuples slaves, les Tchécoslovaques en particulier, puissent constituer une unité politique, sans que cette idée soit de nature à nier le fait de l'existence de la Tchécoslovaquie en tant qu'Etat indépendant. Cette éventualité peut fort bien se réaliser avec l'union du monde turk. En dépit du désir de conserver certaines richesses culturelles, résultat d'une communauté d'origine, les peuples turks aspirent à constituer une série d'Etats indépendants.

Seuls les volontaires de l'impérialisme russe ou les esclaves de la Russie peuvent ne pas remarquer leurs tendances, les prendre en suspicion du fait qu'ils tiennent à conserver certaines richesses culturelles, communes à tous les Turks.

Sans nier le fait, que la conception d'une union des peuples turks a inspiré jusqu'à un certain point l'idée de l'indépendance azerbaïdjanienne, nous pouvons néanmoins affirmer que pour les nationalistes azerbaïdjanais, en tant que réalistes en politique, ces conceptions n'offrent de l'intérêt que pour les questions d'ordre culturel. C'est pourquoi nous estimons que l'idée d'une Confédération indépendante du Caucase est toute d'actualité et c'est ce qui explique en toute franchise pourquoi nous défendons cette thèse.

Le fait que la réalisation d'une Confédération d'Etats caucasiens doit être l'œuvre des ennemis de l'impérialisme russe ne peut évidemment être considérée comme un secret désir d'union avec la Turquie que par des gens dans le genre de M. Khondkarian, ennemi de la Turquie.

Tout en reconnaissant ses tendances russophiles ou pour mieux dire, son dévouement à l'impérialisme russe, M. Khondkarian estime que cette sympathie ne compromet en rien ses sentiments autonomistes et sans la crainte d'être ridicule il ajoute : « La révolution russe a bien donné la liberté à la Pologne » ?

Faut-il ajouter que toute personne qui est tant soit peu au courant des événements sait fort bien que l'indépendance de la Pologne est le résultat d'une puissante hostilité contre l'impérialisme russe ?....

Nous avons l'occasion, dirons-nous à M. Khondkarian, de signaler aux représentants du « pantouranisme romantique » d'hier que la Confédéra-



tion du Caucase ne peut être un obstacle à l'idée turke, et maintenant, qu'il nous soit permis de dire à M. Khondkarian que le dévouement à la Russie est incompatible avec l'idée de l'indépendance du Caucase. Les sentiments d'amitié que nous manifestons envers les Turcs sont, quoi qu'en pense M. Khondkarian, d'un tout autre ordre: il ne saurait nier du reste que dans la lutte contre l'impérialisme russe, les tendances russophiles ne soient un fait négatif et un appui bien peu sûr. Par contre, des rapports amicaux entre les Caucasiens et les peuples voisins de Turquie et de Perse, vivement intéressés à ce que la Russie reste dans ses frontières ethniques-nationales, doivent avoir un effet positif, bienfaisant même pour le Caucase dans sa lutte pour son indépendance.

L'unité du Caucase basée sur une hostilité effective envers la Turquie, ainsi que l'envisage M. Khondkarian ne donnerait d'autre résultat que ce que nous voyons de nos jours, c'est-à-dire que ce serait toujours une Fédération de Transcaucasie, parti intégrante de l'Union soviétique. Et rien d'autre ! C'est là peut être ce que voudraient certains hommes politiques arméniens du même clan que M. Khondkarian et quelques impérialistes russes, mais nous sommes enclins à supposer que cette combinaison ne serait pas goûtée par les autres peuples du Caucase, sans en excepter les véritables représentants du peuples arménien qui eux ont une conception plus véridique des intérêts réels de leur pays.

**

Tout en spéculant sur les illusions du pantouranisme relégué de nos jours dans l'unique domaine des possibilités culturelles, les « patriotes-russes arméniens » se gardent bien de parler du « panarménisme » lancé dans la presse des Dachnaks. Il est difficile de supposer que M. Khondkarian ait ignoré le projet dont parle l'organe officiel du parti dachnak, le *Drochak*, au sujet de la création d'un « foyer arménien » et d'un « bureau central arménien ». D'après le *Drochak*, ces « foyer » et « centre » arméniens pourraient bien servir de lieu de groupement et d'union de nobles Persans, de Kurdes belliqueux, de braves Béloutches, les Guilaks des bois, les Arméniens perspicaces et puis les Afghans, les Hindous et autres peuples de race indo-iranienne. Quel est le but d'un pareil groupement ? Il paraîtrait que contre les Touraniens, ces ennemis jurés et sanguinaires des peuples aryens se constituerait une organisation de ces mêmes peuples aryens. De plus, dans cette union de peuples, le principal rôle, d'après M. Eguikian, serait joué par la Perse, de la même manière qu'autrefois la Prusse dans l'œuvre d'union des Allemands (cf. *Les Arméniens et la Perse*, par M. B. Memet-Zadé, Stamboul 1927).

Parlant de l'union des peuples aryens, les tacticiens dachnaks n'ont pas soufflé mot de la manière dont la Russie accepterait ce plan grandiose. Ce silence, calqué sur la méthode employée par M. Khondkarian à notre égard n'indiquerait-il pas que l'Arménie, après s'être séparée de la Russie s'unirait à la Perse ?... Que non, certes ! A force de s'obstiner à rester dans la voie politique dans laquelle ils se sont bien à tort engagés, les Drochakistes et les Khondkarian sont vraisemblablement tombés malades d'un mal qui frappe tout le monde, d'une immense hostilité contre la Turquie et d'une profonde inimitié envers ses voisins. L'union des peuples aryens n'est autre chose que le résultat de cette hostilité. De toute évidence le but à atteindre consiste à dresser les Persans contre leurs voisins, plus

particulièrement contre les Azerbaïdjanais du Caucase et il est douteux que les auteurs de ces plans soient eux-mêmes convaincus de leur réalisation. L'inimitié qu'ils professent envers leurs voisins apparaît ici dans toute sa crudité. Le monde sait ce qu'il en a coûté au peuple arménien de s'être engagé dans cette fausse route. Il est toujours utile d'abandonner une fausse route pour une plus sûre.

Si quelques hommes politiques arméniens, plus préoccupés de leurs goûts et intérêts personnels que de ceux de leur pays, se montraient plus prudents dans leurs attaques contre des voisins avec lesquels ils sont condamnés à vivre incessamment, ce serait, ce nous semble, beaucoup plus raisonnable et beaucoup plus utile pour leur pays.

Stamboul, 25 novembre 1929.

M. E. RASSOUL-ZADÉ.

LA QUESTION D'UN ÉTAT TOURANIEN

La presse soviétique de Moscou, plus encore celle des régions turques de la Russie bolcheviste, ont suivi et continuent à suivre avec une attention soutenue l'activité secrète de l'organisation « contre-révolutionnaire » qui s'est donnée pour but de constituer un *Etat touranien*.

Des colonnes des journaux soviétiques « l'épouvantail » d'un Etat touranien est venu prendre place dans les journaux de l'émigration russe; parmi ces derniers, il en est qui se sont plaints bien souvent de la déformation de leurs propres idées et articles par la presse bolcheviste. Or, cette fois, le mensonge bolchevik a été accepté comme une chose authentique par ces journaux russes et un cri d'alarme a été poussé contre la menace d'une dictature à laquelle serait soumise le peuple russe par des peuples aujourd'hui sous la domination de la Russie soviétique. Dans le cas présent, nous avons en vue l'organe de l'ancien chef du Gouvernement Provisoire de Russie, M. Kerenski, les *Dni*. Dans le N° 64 du 24-11-29, les inventions bolchevistes d'une prétendue « dictature des opprimés sur le peuple russe » s'est confondue avec des informations, en partie truquées ou déformées de certains milieux, hostiles depuis un temps immémorial à la Turquie, concernant le « pantouranisme » de la Turquie kémaliste. Il en est résulté un fâcheux mélange dans le genre de ce que les « panturks » discutent ouvertement la question de l'union des provinces russo-turkes (de la Volga au Pamir) à la Turquie kémaliste.

A aucune époque et sous aucune forme, nulle part et avec personne la question de l'union, disons du Turkestan avec la Turquie, n'a été posée. Le pantouranisme de la Turquie contemporaine est un mythe, créé et entretenu par ceux qui pourraient tirer parti de l'hostilité entre la Russie et la Turquie, entre les peuples russe et turc.

Et le Turkestan même, centre géographique et national du Touran et du touranisme se représente et continue à se représenter la vie sous un tout autre aspect que celui sous lequel l'a représenté dans un article par trop enthousiaste l'ancien chef du Gouvernement révolutionnaire provisoire de Russie, M. Kerenski...

Il est certain que nous sommes turcophiles, que nous aimons la Turquie. Nous nous inclinons devant Kemal, sont chef d'Etat actuel. C'est



grâce à lui que la Turquie a conquis son indépendance nationale. C'est lui qui a dégagé la vie politique de la Turquie et des peuples turks en général de l'emprise du fanatisme religieux; c'est lui encore qui a jeté les bases de l'Etat laïque et il a transformé la Turquie impériale du sultan et khalife en république. Qu'on s'arrête un peu sur deux importantes réformes de Moustapha Kemal : sur l'émancipation de la femme dont le visage n'est plus caché par le voile et devant laquelle la voie vers une vie politique reste ouverte et sur la latinisation de l'alphabet. Que l'on compare ces réformes avec ce qui se passe au pays de la dictature du prolétariat, en Union soviétique, autour de ces deux réformes. Quelle sanglante lutte pour une question de voile ! quelle lutte à cause des caractères latins !...

Moustapha Kemal et sa Turquie nous sont chers en raison de ces exemples et aussi parce qu'il a laissé entendre que ce n'est qu'après être rentré dans la voie de la libération nationale, et s'il est permis de dire, dans la voie de la souveraineté nationale, qu'on peut préparer le terrain pour des réformes véritablement révolutionnaires libératrices.

Moustapha Kemal est trop sensé, trop perspicace pour s'abandonner au rêve de l'annexion à la Turquie « des régions turkes de la périphérie russe, de la Volga au Pamir ». Et nous-mêmes, ne tomberions-nous point dans la chimère si, juchés sur le « Toit du Monde », autrement dit sur le Pamir, nous faisons appel par delà les montagnes et les mers, à l'aide de Moustapha Kemal...

Non, le grand mérite de Mustapha Kemal, à nos yeux, sera de savoir, si vivant en paix avec tout le monde et dans le calme dans son pays, il réussira à consolider définitivement et d'une manière inébranlable, le régime démocratique dans la Turquie républicaine.

Ni pantouranisme, ni panturquisme, mais simplement turquisme, voilà le mot d'ordre de la Turquie contemporaine, que nous avons la prétention de connaître un peu mieux que le rédacteur tendancieusement informé à ce sujet du journal hebdomadaire, les *Dni*.

*
**

Dans le programme de l'organisation « contre-révolutionnaire » qui s'est donnée pour but la création d'un *Etat touranien*, programme qui a inspiré à M. Kerenski l'article criard sur la « Dictature imposée au peuple russe », l'on chercherait en vain une allusion à cette dictature. Cette niaiserie est l'œuvre du bolchevik bulgare Kosta Tabolov qui s'est spécialisé dans le pays de la « fraternité internationale », c'est-à-dire en U.R.S.S., dans l'art de dresser Moscou « la slave » contre les confins « turks » de la Russie bolcheviste.

Il nous a été donné de lire l'article de ce Kosta Tabolov dans la *Pravda* ainsi que le compte rendu de son rapport à l'Académie communiste à Moscou et nous avons fait un rapprochement avec ce qui a été dit et écrit sur l'affaire Soultan Galiev (c'est précisément l'affaire de « l'Etat touranien ») dans les journaux de Kazan et du Turkestan en dialectes tatare, bachkir, kazak-kirghize et ouzbek, ainsi qu'en langue russe.

Nous avons lu également : les résolutions du Bureau du Comité régional du parti, organe suprême du parti au Tataristan, du 26 septembre 1929; le rapport d'un certain Razoumov à la réunion de l'Active du parti à Kazan (*Krasnaïa Tataria*, 20-10-29); son discours au plenum du Comité régional (*Krasnaïa Tataria*, 11-11-29); les articles de Tarkanov Kout, Espar (*Krasnaïa Tataria*, 3-11-29, 31-11-29 et 1-12-29), et de nombreux articles et

notes consacrés à l'affaire Soultan-Galiev. Et il apparaît parfaitement que Kosta Tabolov, selon son habitude, a tout simplement menti.

Soultan Galiev Mirsaïd, tel est le nom exact de celui qui a donné lieu à cette affaire, est l'un des Tatares qui le premier a pris place dans les rangs du parti bolchevik depuis l'apparition du pouvoir soviétique. Il a lutté courageusement dans les rangs soviétiques, non seulement contre les Russes blancs, mais encore contre le mouvement national de son propre peuple. Il commença à se détourner du bolchevisme au moment où des changements se manifestèrent dans la politique du gouvernement soviétique sur la question nationale, après que M. Staline et quelques autres eurent déclaré que l'idée d'auto-détermination d'un peuple n'est autre qu'un instrument de propagande dans les pays qui se trouvent sous le pouvoir de l'Europe impérialiste. Pour ce qui est de la Russie, « la réalisation de ce principe, pour employer les propres termes de M. Staline, amènerait l'affaiblissement du centre révolutionnaire russe; du reste, ajoutait-il, les travailleurs des confins ont volontairement refusé de profiter de ce droit et les imbéciles seuls peuvent exiger la séparation des confins pour constituer des États nationaux indépendants ». De là cette déclaration de Soultan Galiev qui constate que les « panrussistes » de l'U.R.S.S. (c'est ainsi qu'il désigne les bolcheviks de Moscou) « ont rétabli la Russie, une et indivisible » (*Krasnaïa Tataria*, 20-10-29). La lutte contre ce « panrussisme » constitue la base du programme de Soultan Galiev. Il dit (d'après la *Krasnaïa Tataria* du 20-10-29) : « J'ai envisagé deux voies pour la liquidation du pouvoir soviétique (des panrussistes) : le glissement progressif du parti communiste et du pouvoir soviétique sur les rails du capitalisme d'État et de la démocratie bourgeoise d'une part, ou l'échec de la révolution à la suite d'un conflit armé entre le pouvoir soviétique et la bourgeoisie... »

Dans l'une ou l'autre de ces formes de « liquidation du pouvoir soviétique », Soultan-Galiev n'a rien aperçu de ce qui aurait pu être de quelque utilité pour son peuple, pour les peuples touraniens opprimés et subjugués par les « panrussistes ».

Partant de cette idée, d'une chute « inévitable » prochaine du pouvoir soviétique et de la continuation possible sous une autre forme d'oppression de son peuple, Soultan-Galiev a songé à la « nécessité de préparer la constitution de ce qu'on appelle un « État touranien » en tant que république démocratique du peuple sur les bases du capitalisme d'État ».

Il est tout naturel que dans la lutte engagée contre le genre d'impérialisme socialo-communiste des « panrussistes » pour employer l'expression de Soultan-Galiev, les Tatares communistes se sont mis à chercher des alliés fidèles. Où les chercher sinon parmi les parents touraniens, d'autant plus, que dans ce centre géographique et national que représente le Turkestan, se poursuit depuis bientôt treize ans une lutte acharnée contre « l'impérialisme communiste ». C'est donc avec raison qu'un certain N. Popov considère le « touranisme de Kazan, comme un coin de la lutte engagée contre l'hégémonie moscovite au Turkestan d'abord, ensuite en Ukraine et au Caucase (cf. le journal Kazak-Kirghize *Enbekchi Kazak* du 12-11-29).

Le projet de grouper tous les peuples turks : Tatares, Bachkirs, Kazak-Kirghizes, Uzebks, Turkmènes, en un État unique pour en former une seule République Turke au Turkestan, pour s'en tenir seulement à la période révolutionnaire russe, remonte à l'année 1919. Le bolchevik Espar fait donc erreur lorsqu'il attribue ce projet à Enver pacha, lequel, lors du Congrès des peuples d'Orient à Bakou en septembre 1920, aurait exigé par « l'intermédiaire des charlatans politiques du Turkestan, de rappeler l'armée rouge

de ce pays, de liquider le Bureau du Comité exécutif et les organes de la Tchéka au Turkestan, affirmant que tout comme sous le tsar, une politique de colonisation se poursuit au Turkestan ». Qu'il nous soit permis d'insister sur les déclarations des délégués du Turkestan au Congrès de Bakou. A cet effet, il sera bon de fournir quelques explications sur le « pantouranisme » ou si l'on croit mieux, sur le « panturquisme » de 1919.

L'été de cette année, s'ouvrait à Tachkent la 3^e Conférence des organisations communistes musulmanes. La résolution prise au cours de cette conférence disait notamment :

« Dans l'intérêt de l'union internationale des travailleurs et des peuples opprimés il est nécessaire de propager par voie d'agitation communiste, l'idée de mettre fin aux aspirations des peuples turks de se différencier par origine et par appellation en Tatares, Kirghizes, Bachkirs, Uzbeks, etc., pour former de petites républiques, mais plutôt de les grouper dans le but de constituer une masse susceptible d'entraîner les autres peuples turks ne faisant pas partie de la République Fédérative de Russie lesquels viendraient se ranger aux côtés d'une République soviétique turke, c'est-à-dire aux côtés du Turkestan ».

Peut-on reprocher leur panturquisme aux « musulmans communistes » à peine lettrés et n'ayant aucune maturité politique qui se trouvèrent à l'époque réunis à Tachkent, lorsque Bakounine lui-même, révolutionnaire autrement célèbre et destructeur des bases du monde chantait autrefois le « panslavisme » en tant que « foi et croyance » des Slaves ? quoi d'étonnant que les « poussins communistes » non encore débarrassés de la coquille du nationalisme turk ne soient portés à chanter et à souhaiter « l'union sous une forme unique de république turke, turkestanienne ou touranienne, peu importe le titre, le monde turk « coupé en lambeaux de la Volga au Pamir » comme le dit M. Kerenski lui-même.

Le Congrès de Bakou sur lequel s'appuie le moscovite de Kazan, Espar, en tant que première manifestation du « touranisme » fut convoqué un an après le vote de la résolution « panturque » de la Conférence de Tachkent. Enver ne prononça pas un seul mot à ce Congrès sur le Turkestan. Il ne parla qu'au nom de l'Union des organisations du Maroc, de l'Egypte, de l'Algérie, Tunisie, Tripoli, Arabie et de l'Inde. Un mandat approprié fut préparé spécialement pour Enver, grâce aux efforts du Komintern et du Commissariat pour les affaires des nationalités, à la tête duquel se trouvait à l'époque le secrétaire général du parti communiste russe actuel, Staline. Ce n'est que deux années et deux mois plus tard, en novembre 1921, qu'Enver parla pour la première fois dans les montagnes de la Boukharie orientale, c'est-à-dire dans le Tadjikistan actuel, de ce qu'il avait entendu du Congrès de Bakou, détails qui lui avaient été racontés par les délégués du Turkestan, mais auxquels, à l'époque, il n'attachait aucune importance particulière.

Les « charlatans politiques turkestanien » du Congrès de Bakou, pour employer l'expression du bolchevik Espar, avaient à leur tête ce même Tourar Ryskoulov, le vice-président actuel du Conseil des Commissaires de la République Fédérative de Russie, et le discours sur la « politique coloniale » des Soviets au Turkestan fut prononcé au milieu d'un enthousiasme indescriptible, coupé fréquemment des bravos de tout le Congrès (cf. compte rendu sténographique, p. 90) par le délégué sans parti Narboutabekov. Le président du Komintern à l'époque, M. Zinoviev, lequel présidait le Congrès, dut lui-même reconnaître que les agents du pouvoir soviétique au Turkestan « continuaient à appliquer l'ancienne tradition bour-

geoise du tsarisme à jamais maudite, et qu'ils persistaient à considérer la population locale comme une race inférieure ».

Et cela suscite une indignation aussi juste que légale, disait alors M. Zinoviev (cf. le compte rendu sténographique, p. 227). Depuis lors, la situation de nos régions sous le pouvoir soviétique a empiré. « Désireuse d'affaiblir économiquement et politiquement le Turkestan, Moscou a démembré les peuples touraniens pour constituer de ces tronçons de petites républiques tribales » (nous citons ici les paroles de Soultan-Galiev (qu'elle a désignées sous le nom de « Républiques soviétiques socialistes nationales ». Et d'abord, dans les mains de qui se trouve le pouvoir dans ces républiques ? Chalva Eliava, va nous le dire. Dans sa déclaration faite à la session de décembre du Comité central exécutif de l'U.R.S.S. à Moscou en 1928, sur l'Uzbekistan, l'une des républiques considérée comme la plus avancée d'entre les républiques « turkes nationales », Eliava disait :

« Il ne faut pas oublier que la république uzbèke travaille sans posséder de prolétariat. En Uzbékistan le prolétariat constitue une catégorie bien imprécise... Si l'on y trouve des ouvriers, ce ne sont que des éléments venus du dehors... (cf. le compte rendu sténogr., Bull. N° 21, p. 47-48).

Nous ferons remarquer ici, que ces paroles de M. Eliava ont été prononcées dans le but de réfuter les arguments cités dans notre brochure « Chez les Soviets en Asie Centrale », arguments qui révélaient que le pouvoir en Uzbekistan était réalisé sous forme de dictature du prolétariat russe.

Et que dire du Tataristan, que bien peu connaissent ici et dans lequel on a découvert un centre de « touranisme » ? Dans cette république, en dépit de son « pouvoir national », la situation est tout aussi mauvaise que dans les autres régions du monde « touranien » placées sous le pouvoir des Soviets. Ce n'est qu'après la découverte de l'organisation de Soultan-Galiev, que Messieurs les moscovites se souvenus que « jusqu'à présent on avait accordé trop d'attention à la création de cadres dirigeants nationaux ». A présent seulement, c'est-à-dire après les révélations de l'affaire Soultan-Galiev, Messieurs les moscovites ont songé à introduire dans le Comité régional, deux ouvriers tatares (*Krasnaïa Tataria*, 11-11-29). Ce n'est qu'après avoir remarqué le danger que présentait l'affaire Soultan-Galiev, que Messieurs les moscovites ont pensé que les Tatares pouvaient occuper avec profit pour l'Etat des postes dans des établissements scientifiques du Tataristan. A présent seulement, Messieurs les moscovites sont obligés de reconnaître que le nombre de Tatares dans les entreprises du Tataristan est insignifiant et c'est pourquoi, hâtivement, ils ont donné l'ordre de porter en un an le nombre des ouvriers Tatares à 30 % de l'ensemble des ouvriers.

Et que s'est-il passé dans cette « colonie communiste » qui se dissimule sous l'enseigne trompeuse de « République soviétique nationale » ? Qu'il nous soit permis de citer quelques exemples de l'Administration soviétique au Tataristan.

La seule femme tatare-ingénieur, Mme Kamaleddinov était l'objet de brimades du seul fait qu'elle était tatare, de la part de ses camarades russes. Les nommés Borissoff, Oulianova et Kozlova lui manifestaient personnellement de la malveillance et les ingénieurs Vuigodski et Mirski les soutenaient au nom de seize autres ingénieurs (cf. *Krasnaïa Tataria*, 21-11-29).

L'ouvrier tatare Bibkov, les employés de mairie tatares, Khassanov, Chaguidouline et Blochev furent également tracassés avant que d'être chassés de leurs postes, du *seul fait qu'ils étaient Tatares*.

Dans cette même fabrique de fourrures où la femme ingénieur tatare Kamaleddinova avait été l'objet de tracasseries, le nouveau directeur Ossi-

pov, membre du parti, s'empresse, aussitôt qu'il eut pris possession de son poste, de « chasser du service les ouvriers expérimentés tatares, sous le prétexte que les Tatares ne lui convenaient point ». (*Krasnaïa Tataria*, 1-12-29).

Voici encore l'institutrice, Borissovskaiïa, femme d'un membre du presidium de l'Inspection ouvrière et paysanne, qui persécutait cruellement une élève tatar nommée Charipova sous les sarcasmes de la classe. L'institutrice déjà nommée déposait des parasites sur l'enfant tatar qu'elle obligeait ensuite à les attraper et à les écraser (quelle sauvagerie).

Signalons enfin le cas suivant enregistré à la section de l'économie communale de la mairie de Kazan, où, d'après les témoignages de la Commission de contrôle régionale, « la question nationale a été dans l'ensemble résolue équitablement ». Sur les murs de cette institution on peut lire les inscriptions suivantes :

« Nous chasserons d'ici toutes ces gueules tatares ! » (*sic*)

« A bas les Tatares !... »

Tel est dans l'ensemble du Touran soviétique, sans compter les pogroms Kazak-Kirghizes qui ont eu lieu au Kazakstan, le terrain politique sur lequel « les sentiments instinctifs de fraternité » par le sang et par la culture passent facilement à un programme positif de défense sous forme d'aspiration vers la constitution d'un *Etat touranien* unique.

Il ne saurait donc être question « d'une dictature sur le peuple russe » comme le prétend le communiste imposteur bulgare Kosta Tabolov, auquel M. Kerenski a fait facilement confiance, mais plutôt d'une libération du « joug colonial » établi par les seigneurs actuels de Moscou, les « pan-russistes ». Telle est la substance du « touranisme ».

Nous n'exprimerions pas notre pensée, si nous n'insistions pas sur le fait, que les « touranistes » n'ont jamais songé et qu'ils ne songent nullement encore, à une union quelconque avec la Turquie.

M. TCHOKAÏEFF.

Les intrigues des agents bolcheviks

UN PROCÈS DE PRESSE

Il vient de se terminer à Genève, une affaire de presse qu'on appelle fréquemment « l'affaire du Prométhée ». Comme elle est un prologue des autres affaires pendantes intéressant les peuples dont nous défendons les droits, il est d'utilité générale de donner ici un bref aperçu de la dite affaire.

On se rappelle l'article de M. Chavichvily sur l'agitation organisée par les agents moscovites en Suisse que nous avons publié dans notre numéro de mai dernier sous le titre « Les agissements bolchévistes en Suisse ». D'une portée générale et bien documenté, cet article a eu un grand retentissement : on en citait des passages entiers, on lui consacrait des articles de fond. Pour en donner quelques exemples, nous dirons que *Le Genevois* du 28 mai en reproduisant les passages en deux colonnes, les a introduits de la manière suivante : « Sous ce titre (Les agissements bolchévistes en

Suisse), la revue *Prométhée*, organe de défense des peuples du Caucase écrasés par les armées soviétiques, publie un article fort intéressant dû à M. Khariton Chavichvily, représentant du Gouvernement géorgien ».

D'autre part, on lit dans la *Tribune de Genève* entre autres les lignes suivantes : « *Prométhée*, la revue mensuelle qui se donne pour programme la défense nationale des peuples du Caucase (Géorgie, Azerbaïdjan, Caucase du Nord), de l'Ukraine et du Turkestan, publie dans son numéro de mai un excellent article de M. Kh. Chavichvily sur « les agissements bolchévistes en Suisse ». On y trouvera des renseignements sur la mission du sieur Kessler, sur l'exposition au Bâtiment Electoral et sur l'Alliance antifasciste. M. Chavichvily parle là des choses qu'il connaît bien ».

C'est du reste dans ce sens que se sont exprimés tous les autres journaux de Genève, en particulier *Le Courrier de Genève*, dans un article de fond du 16 juin, qui sont tous pleins de sympathie à l'égard des peuples souffrant du joug soviétique. Il est superflu de citer l'opinion du *Journal de Genève* qui a la belle tradition universellement reconnue de soutenir la cause des nations opprimées. Elles trouvent chez lui aujourd'hui, comme hier, l'appui le plus chaleureux chaque fois qu'elles en ont besoin.

Mais il n'y a pas que les journaux genevois qui ont une notion si élevée sur leur tâche. Il y a, d'une façon générale, toute la presse suisse qui fournit à ses lecteurs une information honnête et qui s'efforce aussi de soutenir les belles causes. Parmi les journaux les plus généreux et les plus nobles, il nous est agréable de mentionner ici la *Sentinelle* (socialiste) de la Chaux de Fonds et le *Démocrate* (radical) de Délémont qui ont le courage d'affirmer la vérité sur l'impérialisme criminel des bolchéviks.

La *Gazette de Lausanne*, également favorable aux peuples opprimés, consacre à la question qui nous intéresse un article de fond intitulé : « La conjuration communiste », dû à son éminent directeur, M. Georges Rigassi, où nous lisons entre autres : « Il est chez nous d'autres organisations encore qui sont au service de la propagande bolchéviste et sur lesquelles M. Chavichvily, un socialiste géorgien, fixé à Genève, où il défend les droits de son pays opprimé par les Soviets, nous donne des renseignements dans un récent numéro de la revue *Prométhée* ». Puis, M. Rigassi cite quelques passages de l'article de M. Chavichvily.

De ce qui précède, on voit une approbation éclatante, de l'article de M. Chavichvily. On remarque donc l'unanimité de l'opinion publique qui est en faveur des peuples opprimés et de leurs défenseurs. Ce sont là les motifs suffisants pour Moscou, qui cherche constamment à corrompre l'opinion publique, de se mettre en colère et de mobiliser tous ses agents camouflés en Suisse. Beaucoup d'entre ces derniers ont dû jeter bas leur masque et attaquer ouvertement les peuples opprimés et leurs représentants et soutenir le despotisme moscovite. C'est ainsi que, obéissant au mot d'ordre du Gouvernement soviétique juste au moment où celui-ci avait grand besoin d'une campagne de presse (incidents de Varsovie à l'occasion de la Fête Nationale Géorgienne), M. Nicole attaqua violemment dans le *Travail* des 10 et 11 juin dernier les peuples opprimés et leur organe de défense *Prométhée*. Sa haine et ses attaques particulièrement violentes furent dirigées contre M. Chavichvily « dont le tort unique, disait fort justement le *Courrier de Genève*, est de ne pas se résigner au meurtre de son pays par les Soviets ». Sur les articles de M. Nicole, pleins de calomnies odieuses, M. Chavichvily a répondu par lettre ouverte au sujet de laquelle le *Journal de Genève* du 22 juin donnait les appréciations très judicieuses dont nous nous permettons d'emprunter les passages suivants :

« Le représentant du Gouvernement géorgien à Genève, qui n'est pas homme à se laisser intimider, publie dans le *Genevois* une lettre dans laquelle il cloue au pilori l'ami des bolchéviks, et répond point par point aux calomnies du *Travail* non sans prendre une vigoureuse contre-offensive... M. Chavichvily, qui représente depuis bien des années à Genève, le Gouvernement national géorgien, peut être assuré que, sans distinction d'opinions ni de partis, tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre dans l'accomplissement de sa tâche difficile ont pour lui la plus grande estime, estime que les grossières attaques de M. Nicole ne feront que rehausser ».

Ces appréciations traduisent incontestablement l'opinion générale créée dans la Cité mondiale. Elles sollicitent notre attention particulière et nous obligent d'étudier à fond la question : Pourquoi M. Chavichvily est devenu au cours de ces dernières années la cible des agents bolchéviks camouflés ?

Il est évident que si M. Chavichvily ne jouissait pas de la plus grande estime dont parle le *Journal de Genève*, dans les milieux internationaux et de la presse internationale, il n'aurait pu exercer aucune influence dans ces milieux, et il aurait été incapable de rendre service à la cause des peuples opprimés. Par conséquent, sa personne n'aurait aucun intérêt pour Moscou. Mais précisément parce que M. Chavichvily a su acquérir une importante situation morale dans le monde international que les agents du Gouvernement soviétique s'efforcent de détruire.

On s'expliquera plus aisément l'acharnement des dits agents contre M. Chavichvily, si nous citons deux exemples parmi tant d'autres. Lorsqu'au commencement de 1924, le Comité international pour la Géorgie fut créé à Genève, le *Démocrate*, comme toute la presse d'ailleurs, a chaleureusement salué sa fondation. Le 12 mars 1924, ils s'exprimait en ces termes : « Et l'on vient d'enregistrer la constitution d'un Comité international qui s'est donné pour tâche de venir en aide à la Géorgie. Des personnalités éminentes de tous les pays du monde ont donné leur adhésion à ce Comité au sein duquel, toutes les opinions, toutes les convictions se sont fraternellement unies dans un but éminemment philanthropique... »

« Mais quel que doive être le résultat de la noble entreprise qui commence son œuvre, il faut saluer celui qui fut ici l'apôtre, convaincu et convainquant de la cause géorgienne, M. Chavichvily. Inlassablement, il travaille à la délivrance des siens, sans que rien puisse le rebuter ou le décourager. Puisse son effort persévérant parvenir à ses fins. »

Remarquons, en passant, que les agents bolchéviks camouflés ont immédiatement tenté le coup pour démolir ce Comité. En effet, pour les compromettre, ils abordèrent, en avril 1924, la plupart de ces éminentes personnalités dont parle le *Démocrate*, en vue de les attirer dans leur louche entreprise « Société d'étude scientifique de la Russie contemporaine » qui n'était autre chose qu'une cellule du Komintern qu'ils allaient fonder à Genève. La tentative échoua lamentablement, car les personnalités en question répondirent loyalement qu'avant de prendre un engagement quelconque elles consulteraient... M. Chavichvily. C'est alors que Moscou porta ses efforts vers le parti socialiste genevois en embauchant MM. Nicole et Dicker. Le séjour de ce dernier, à cette époque, à Moscou, y est pour quelque chose.

Un autre témoignage provient de l'éminent professeur du droit international M. Georges Scelles. Sous le titre « Le remords vivant », en fin

observateur, M. Scelles commençait un article de fond consacré à la Géorgie dans *l'Information* du 19 septembre 1925 par les lignes suivantes :

« M. Painlevé, après Guillaume d'Orange, a déclaré, dans son discours inaugural de l'Assemblée de Genève, « qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ». On raconte chaque année, dans les milieux de Genève un homme qui est la représentation vivante de la Géorgie opprimée. » *(C'est M. Chavichvily, représentant et défenseur)* ^{misig de ce cou}

Telle est brièvement l'opinion générale qui s'est créée depuis des années, à l'égard de M. Chavichvily, dans tous les milieux internationaux de Genève. Dès lors, on comprend l'opiniâtreté avec laquelle Moscou concentre ses forces sur ce point. On voit que, comme toutes les tyrannies, la dictature moscovite s'imagine naïvement que si elle réussissait à discréditer un adversaire, toute la résistance des peuples aspirant à la liberté serait brisée !

Pour qu'on puisse se rendre compte du véritable caractère des calomnies dirigées avec persistance par les principaux agents moscovites à Genève contre M. Chavichvily, nous devons apporter la preuve que ces calomnies rentrent dans leur ligne de conduite générale. Cette preuve est fournie par l'article du *Genevois*, du 11 décembre dernier, qui a produit une véritable sensation dans les milieux de Genève.

En effet, sous le titre « *Au service de Moscou, Nicole agent soviétique, Dicker renégat* », il a publié les lignes suivantes :

« L'attitude de M. Léon Nicole et du journal le *Travail* est désormais complètement définie. Ici même, nombre de fois, nous avons signalé les faits précis établissant d'une façon péremptoire que cette attitude s'identifiée étrangement avec la politique des Soviets; elle n'est pas une simple coïncidence, elle est dictée par le Kremlin.

« Les faits scandaleux que nous avons souvent relatés, prouvent en outre que le socialisme de M. Nicole et de son journal est aussi douteux, aussi faux que leur antifascisme. En voici un nouvel exemple : en novembre de l'année passée, M. Nicole proclamait avec joie « Une grande victoire communiste à Schaffhouse ! » remportée... sur les socialistes. Comme il critiquait violemment ces derniers, il fut obligé par le Comité directeur du Parti socialiste suisse de rétracter ce qu'il avait avancé sur le compte des socialistes schaffhousois. En novembre de cette année, ce sont les socialistes qui ont remporté une victoire sur les communistes : excellente raison pour M. Nicole de passer sous silence cette victoire ! Sans commentaires, n'est-ce pas ?

« En Russie, M. Nicole marche avec les persécuteurs bolchéviks contre les socialistes persécutés. Il a partie liée avec les bourreaux dorés sur tranche et c'est pour ce motif là qu'il a passé sous un sinistre silence la récente résolution de protestation du Bureau de l'Internationale socialiste contre la terreur en Russie.

« En Géorgie, M. Nicole appuie les égorgeurs de l'impérialisme soviétique et accable les victimes géorgiennes. C'est pour plaire aux maîtres du Kremlin que M. Nicole calomnie systématiquement les socialistes géorgiens en général et M. Chavichvily en particulier dont la présence à Genève est devenue trop gênante pour lui.

« En Palestine, où il justifie tant qu'il peut les agresseurs effendis arabes (féodaux) contre les victimes juives, M. Nicole encourage les



pogroms et défie ainsi l'opinion des chefs éminents de l'Internationale socialiste.

« En France, M. Nicole a plus d'une fois soutenu les communistes contre les socialistes, ce qui explique évidemment le fait que M. Paul Faure, secrétaire du Parti socialiste français a retiré sa collaboration au *Travail*.

« Pour l'Allemagne, M. Nicole a adopté exactement la même base d'opération contre les socialistes que le Komintern : d'accord avec Moscou, il injurie le chancelier Muller et les autres chefs de la Socialdémocratie allemande.

« En Grande-Bretagne, M. Nicole pense devoir flatter, évidemment dans un but de diversion stratégique, « notre camarade Henderson » ou « notre camarade Mac Donald ». Cela se produit précisément quand ceux-ci sont au pouvoir et lorsque, démasqué par les socialistes géorgiens, M. Nicole cherche un abri chez les socialistes anglais. Mais oublie-t-il qu'il avait excommunié M. Mac Donald pour avoir déclaré que « les conservateurs anglais sont beaucoup plus près des bolchéviks que le parti travailliste » ? Et pourtant, c'est précisément pour ce fait que M. Nicole a appelé ce grand homme d'Etat britannique, le « prétendu chef du socialisme anglais » !

« Enfin(nous avons vu M. Nicole partir en guerre contre le chef socialiste suisse, M. E.-Paul Graber, président actuel du Conseil national, parce que ce dernier a eu la franchise et le courage de flétrir la révoltante attitude de M. Barbusse, le trop fameux agent du Komintern. M. Nicole, en comblant d'injures son camarade Graber et en défendant le communiste Barbusse, ne craignit pas d'affirmer qu'il « était fier de la collaboration » dans son *Travail* de cet agent là ! Indigné, M. Gropierre, ce vieux militant socialiste, est intervenu dans la *Sentinelle*. En l'invitant à quitter le parti socialiste pour adhérer ouvertement à l'Internationale communiste, M. Gropierre disait notamment à M. Nicole :

« Cela sera plus loyal, plus clair et chacun comprendra ce geste. Tu deviendras alors un adversaire honnête qu'on pourra combattre, au lieu d'un partisan qui inspire le doute sans utilité pour aucun parti politique. »

Tout cela est net et clair.

Mais au-dessus de l'agent, quels sont le rôle et la responsabilité du chef caché M. Dicker ? M. Dicker, bravant l'évidence, ose déclarer devant les Tribunaux de Genève que personne n'a jamais douté de l'honnêteté de M. Nicole. Il a l'audace de développer ouvertement la thèse de la lutte de classe dans un esprit de guerre civile, dans l'esprit du Komintern qui n'a rien de commun avec la conception de l'Internationale socialiste de MM. Vandervelde, Mac Donald, Léon Blum, Wells, etc. Ce fait seul appelle une attention toute particulière.

Pour juger à quel point M. Dicker a renié ses principes, est devenu un véritable renégat aux yeux de tous ses anciens camarades, il faut dire, bien qu'il n'y ait joué aucun rôle, qu'il fut membre du parti socialiste révolutionnaire russe jusqu'en 1918. Ce parti, toujours opposé aux doctrines de Karl Marx, était constamment en dispute avec le parti socialiste-démocrate russe qui pratiquait précisément ces doctrines, dont l'élément essentiel est, comme on le sait, la lutte des classes, dont la dégénérescence a engendré le bolchévisme. Les bolchéviks renversèrent non pas le tsarisme — déjà renversé par la Révolution de février 1917 où ils n'avaient pas

paru — mais le gouvernement révolutionnaire de Kerenski, composé presque exclusivement de socialistes révolutionnaires. Ils firent régner la terreur dans tout le pays, en persécutant avant tout ces socialistes révolutionnaires. Et c'est à ce moment là que M. Dicker, habitant un pays libre, abandonne son parti, ses camarades, ses amis et se rapproche de la tyrannie moscovite; il devient même son jurisconsulte !

Peut-on, après cela, trouver un autre qualificatif pour M. Dicker que celui de renégat ?

La *Russie opprimée*, que publient à Paris, MM. Kerenski, Zenzinov et Minor, constate 348 exécutions pour le mois d'octobre dernier et 206 pour les premiers quinze jours de novembre. Ces renseignements sont recueillis d'après les données des journaux soviétiques eux-mêmes. Il va sans dire qu'ils sont bien au-dessous de la réalité, ces journaux ne révélant au public que ce qui est permis par le Guépéou.

Y a-t-il chose plus dégoûtante, plus révoltante, que l'attitude d'un journal qui paraît dans un pays libre, qui s'intitule « socialiste », et qui dissimule à ses lecteurs les renseignements, même publiés par les journaux soviétiques ? Eh bien ! le *Travail* fait mieux que cela. Il raconte aux ouvriers de Genève exactement le contraire de ce qui se passe en Russie. Par conséquent, il les trompe.

On voit quel rôle joue M. Dicker, président du Parti socialiste genevois, conseiller national cumulé contre l'honorable M. Rosselet.

C'est M. Dicker qui contrôle le *Travail* et surveille sa propagande pro-bolchéviste.

Sa responsabilité est plus grave !

Il y a lieu de constater que le *Travail* n'a osé souffler un seul mot contre cet article.

**

On a vu plus haut que l'article de M. Chavichvily fut connu de tout le monde, déjà en mai dernier. Il en était de même des agents bolchéviks, en particulier d'un certain M. Eltchian, principal organisateur de l'exposition soviétique au printemps dernier à Genève et qui avait été mis en cause. Or, M. Eltchain ne porta plainte contre M. Chavichvily qu'en octobre dernier, malgré qu'il fut au courant, répétons-le, de l'article de ce dernier déjà depuis le mois de mai. De plus, M. Eltchian porta plainte non pas devant le Tribunal Civil qui avait toute la compétence d'instruire et de juger l'affaire, mais devant le Tribunal de Police qui n'a pas le droit de juger les délits commis en dehors du territoire du canton de Genève. M^e Dicker, avocat de M. Eltchian, ne pouvait ignorer une chose aussi élémentaire que l'incompétence de l'instance qu'il avait choisie. Dès lors, deux questions importantes se posent :

1° Qu'attendait M. Eltchian, s'il s'estimait vraiment avoir été diffamé, jusqu'en octobre pour traduire M. Chavichvily devant le Tribunal ?

2° Pourquoi a-t-il choisi un tribunal incompetent après plusieurs mois d'étude de l'affaire par son avocat M^e Dicker ?

Un tribunal compétent n'était pas désirable pour Moscou, car l'instruction approfondie de l'affaire aurait entraîné dans le procès tous les agents soviétiques et les aurait dévoilés au public; le procès aurait tourné entièrement contre la tyrannie moscovite et provoqué l'indignation de l'opinion publique. De plus, M. Chavichvily n'aurait pas eu de peine pour prouver, par la citation des témoins, ce qu'il écrivait sur le compte de M. Eltchian. En choisissant un Tribunal incompetent, M. Eltchian s'est

garanti en ce qui concerne le fond de la question. Etant donné la procédure trop simple de ce tribunal où l'audition des témoins finit réglementairement à une seule séance, il escomptait tromper les autorités judiciaires, comme il a trompé, au printemps dernier, les autorités civiles. Pour arriver à ce but, M. Eltchian devait attendre plusieurs mois afin de saisir le moment de l'absence de M. Chavichvily de Genève. Ce moment n'arriva qu'au milieu d'octobre dernier époque où il fit surgir cette affaire devant le tribunal, faisant citer ses copains et ses complices. Cette absence ne devait pas empêcher juridiquement ce procès parce que M. Chavichvily reçoit sa correspondance à la poste et que s'il n'avait pas retiré sa convocation, il était lui-même fautif.

Le procès ainsi organisé, M. Eltchian, le 21 octobre, fit interroger ses témoins qui déposèrent, bien entendu, en sa faveur; M. Chavichvily étant justement rentré à cette date ne put naturellement pas amener ses témoins; l'audition des témoins une fois close, M. Chavichvily n'avait que la faculté d'apporter ultérieurement les témoignages écrits à l'audience consacrée à la plaidoirie; ainsi le coup brusqué, d'après la stratégie communiste, mais cette fois sur des plans judiciaires, afin d'obtenir par contumace une condamnation de M. Chavichvily à la peine de prison (!) fut déjoué. A la séance du 28 novembre, M^e Dicker revendiqua, en effet, la prison pour M. Chavichvily et 10.000 francs de dommages-intérêts pour son client.

M^e Cartier, défenseur de M. Chavichvily, exposa avec éloquence à quel point est nuisible pour la civilisation la propagande bolchéviste. « Il y a, dit-il, au pays des Soviets, une organisation particulièrement dangereuse, parce qu'elle agit dans l'ombre et que sa propagande sournoise se cache derrière des théories humanitaires. Voici le plan de cette organisation, qui porte le nom de « bolchévisation intellectuelle » et qui dépend directement de Moscou. On constate que cette vaste entreprise a des ramifications dans tous les pays d'Europe et, qu'en Suisse, elle est représentée par la Société dont fait précisément partie M. Eltchian, la « Société pour l'étude de la Russie contemporaine ». Cette Société dépend donc directement du Komintern et son but est clair : travailler chez nous à la bolchévisation des esprits ! »

Ensuite, il donna lecture de nombreuses lettres qui ont été adressées à M. Chavichvily en témoignage devant le tribunal; nous n'en citerons que quelques-unes.

Ainsi, M. Guentch-Oglouian, arménien, ancien membre du Comité Central du Parti Constitutionnel démocratique russe disait : Bien que M. Eltchian soit compatriote, qu'il ne le connaissait pas et qu'il ne voulait pas le connaître mais, qu'au contraire, qu'il se solidarise avec l'activité de M. Chavichvily, en appelant cette activité une cause commune.

M. Krafft-Bonnard, Président de la Ligue Internationale Philarménienne, disait qu'il connaissait M. Eltchian depuis des années, mais qu'il n'avait aucune confiance en lui.

M. Korchounov, socialiste révolutionnaire, déclarait que M. Eltchian fut exclu du groupe de Genève en 1918 parce qu'il était soupçonné d'appartenir aux organisations de la propagande bolchéviste.

M. Loubarsky, Secrétaire du Groupe socialdémocrate ouvrier de Russie, disait que M. Eltchian cherchait des renseignements en 1924 concernant les membres de ce groupe, en outre, il tenta d'obtenir du groupe un certificat attestant qu'il était anti-bolchévik. Le groupe fut unanime à refuser tout certificat.

M. L. Hersch, Professeur de statistique à l'Université de Genève, socialdémocrate russe connu, racontait dans sa lettre à quel point M. Eltchian était suspect aux yeux des réfugiés politiques russes à Genève.

Plusieurs incidents, survenus au cours des plaidoiries, ont marqué la défaite complète des agents soviétiques. M^e Dicker soutenait que M. Eltchian n'avait rien de commun avec les bolchéviks et que la « Société pour l'étude de la Russie contemporaine » était une organisation parfaitement honorable puisque le professeur Duparc en faisait partie. M^e Cartier donna lecture d'une lettre de ce professeur où il déclarait catégoriquement qu'il n'avait jamais appartenu à la dite Société et qu'il ignorait même son existence. Du reste, M^e Cartier a fait une démonstration décisive prouvant que cette Société n'était qu'une cellule bolchéviste.

M^e Dicker s'efforçait de faire passer M. Chavichvily pour un ennemi de la classe ouvrière en affirmant qu'il avait attaqué l'Imprimerie coopérative ouvrière. M^e Cartier donna lecture d'une lettre précisément du gérant de cette Imprimerie, M. Suggi, dans laquelle ce dernier remerciait M. Chavichvily pour avoir libéré la dite Imprimerie.

M^e Cartier donna lecture de lettres de félicitations adressées par la plupart des témoins de M. Eltchian au Komintern à l'occasion du 11^e anniversaire du coup d'Etat bolchévik. Ces lettres, dont l'une est signée par MM. Rémésov et Brocher, ont été publiées dans la *Pravda* du 8 janvier 1929.

Enfin, M^e Cartier apporta la preuve que M. Eltchian était bien un agent bolchévik puisqu'il s'est présenté à la Bibliothèque publique de Genève au nom du gouvernement de Moscou pour chercher à établir des relations officielles avec les bibliothèques soviétiques.

Après avoir contesté le bien-fondé de la plainte de M. Eltchian, M^e Cartier termina sa brillante plaidoirie en ces termes : « Chez nous, nous aimons les attitudes franches et nettes, en stigmatisant la conduite de M. Eltchian, M. Chavichvily n'a fait que son devoir de patriote et il ne se trouvera pas à Genève un tribunal pour le condamner ! »

Le 9 décembre 1929, le tribunal a rendu le jugement comme M^e Cartier le demandait, en déboutant M. Eltchian de sa plainte et en le condamnant aux dépens.

Il est caractéristique que déjà dans la *Pravda* du 12 décembre, le grand publiciste officiel bolchévik, M. Zaslavski, consacre un article de deux colonnes au procès de Genève. Il prend nettement sous sa protection MM. Eltchian, Brocher et Rémésov.

Cet article prouve en outre que le procès intenté par M. Eltchian à M. Chavichvily était bien dicté par le gouvernement de Moscou et que par conséquent, il rentrait dans la politique internationale des dirigeants soviétiques.

Le verdict du tribunal a rencontré l'approbation générale et unanime de l'opinion publique à Genève.

Le *Journal de Genève* constate « qu'en attaquant M. Chavichvily, M. Eltchian s'est attiré l'attention de l'opinion publique ». Il se solidarise avec le *Courrier de Genève* qui revendique une attitude vigilante de la part des autorités à l'égard de M. Eltchian et qui termine ainsi :

« Indépendamment du procès qui vient de s'achever, la lumière doit être faite sur cette affaire et sur les complicités que la propagande soviétique a pu s'assurer à Genève. Les bolchéviks ouverts ou masqués ont trop longtemps abusé de notre hospitalité. »

L'Ukraine et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord

Le sénateur américain Copeland, soutenu par un groupe de ses collègues, a déposé le 20 novembre 1929 au Sénat des Etats-Unis un projet de loi donnant au Président Hoover les crédits indispensables pour accréditer un représentant diplomatique auprès du gouvernement de la République démocratique ukrainienne au moment où il le trouvera opportun.

Après deux lectures, ce projet fut transmis à la Commission des Affaires étrangères.

Ce bill une fois voté constituerait la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine et en même temps la reconnaissance de son gouvernement légal se trouvant actuellement à l'étranger après l'occupation du territoire national par les bolcheviks moscovites.

Dans l'exposé des motifs du bill on indique que l'Ukraine a toujours conservé son caractère national, sa langue, ses traditions malgré qu'elle fut occupée à maintes reprises par les peuples voisins; ayant eu dans les temps historiques son Etat indépendant, l'Ukraine se constitua le 22 janvier 1918 en République démocratique, laquelle fut reconnue par beaucoup d'Etats parmi lesquels se trouve la Russie soviétique. Or, cette dernière, malgré son acte de reconnaissance envahit presque aussitôt l'Ukraine, laquelle fut occupée par les troupes rouges de Moscou; c'est à la suite de cette occupation que le gouvernement légal ukrainien a dû se retirer à l'étranger pour y poursuivre son activité.

La loi proposée par les Sénateurs américains est en quelque sorte un acte de protestation contre l'asservissement de l'Ukraine par la Russie; contrairement à ce que prétendent certains journaux russes, cette protestation n'est pas dirigée uniquement contre la Moscovie bolcheviste, mais contre l'occupation russe en général, le texte du bill le dit expressément : « Le gouvernement des Etats-Unis doit exprimer sa condamnation pour l'action injuste du gouvernement russe ». Cet acte est en même temps un témoignage de sympathie envers le peuple ukrainien qui lutte pour son indépendance.

L'acte si noble du groupe de Sénateurs américains apparaît, juste au moment où en Ukraine sévit avec une extrême rigueur la terreur rouge, au moment où chaque jour nous apporte des nouvelles sur l'activité rebelle de la population de ce malheureux pays contre les occupants venus du Nord.

Le bill américain est d'autant plus symptomatique qu'il apparaît au moment même où les bolcheviks fêtent leur succès en Angleterre.

De même que le bill du 23 avril 1929, concernant la reconnaissance des Républiques Caucasiennes, le bill relatif à la nomination d'un représentant diplomatique auprès du Gouvernement de la République démocratique Ukrainienne est une nouvelle preuve de l'importance que les hommes d'Etat d'outre-mer attribuent à la solution équitable des problèmes nationaux dans l'Est européen; ils ont bien compris que sans cela le rétablissement de relations normales et l'établissement d'une paix durable n'est pas possible.

APPEL

du Haut Conseil des Émigrés Ukrainiens contre la Terreur rouge en Ukraine

à la Société des Nations, à tous les peuples qui en font partie
et à la grande démocratie des États-Unis d'Amérique

Nous reproduisons ici un appel du Haut Conseil des émigrés ukrainiens contre la terreur rouge qui sévit ces temps derniers avec une extrême rigueur en Ukraine. Ce sont les intellectuelles ukrainiens, les écrivains, les savants, les littérateurs, les professeurs et les instituteurs qui sont visés cette fois par les bolcheviks. La culture ukrainienne est en danger, il faut la sauver. Cette attaque dirigée contre les hommes les plus en vue en Ukraine n'est qu'une preuve de la faiblesse des Soviets qui cherchent à intimider la population qui manifeste à chaque instant son mécontentement actif contre les occupants.

Nous nous associons pleinement à cette protestation et nous sommes certains que le monde civilisé répondra à cet appel en condamnant la terreur rouge.

Des événements tragiques ont lieu en Ukraine. Des centaines de nos intellectuels parmi les plus renommés, ont été arrêtés et jetés en prison. Un très grand nombre de paysans sont également incarcérés dans les géôles soviétiques. Un procès monstre se prépare. La culture ukrainienne, les meilleurs fils de l'Ukraine sont menacés de mort. La terreur rouge reprend une intensité qu'elle n'avait plus eue en Ukraine depuis les années terribles de 1920-1922.

Pour saisir l'importance de cette nouvelle vague de la terreur rouge il est indispensable de jeter un coup d'œil rétrospectif sur la situation en Ukraine au cours de ces dernières années.

On sait que l'Ukraine a été occupée à la fin de 1920 et que le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne a été obligé de quitter le pays avec une partie de son armée. Le régime soviétique a été imposé dans le pays et les dirigeants de Moscou ont installé en Ukraine les « Commissaires du Peuple » de la soi-disant « République Socialiste Soviétique d'Ukraine ».

Le régime d'occupation qui dure en Ukraine depuis huit ans a été très pénible pour notre pays qui connut à deux reprises la terrible famine qui nous a coûté des centaines de milliers de morts. Les autorités soviétiques ont ruiné notre industrie et notre agriculture. En 1921-1922, sous prétexte de réprimer les insurrections nationales, ils ont massacré nos paysans par villages entiers.

Mais pour pouvoir maintenir leur domination en Ukraine et pour affaiblir la résistance de la population contre ses oppresseurs, les autorités soviétiques ont quelque peu relâché le régime de terreur entre les années

1924 et 1928. Dans le même but, ils ont obligé le personnel administratif soviétique en Ukraine (composé en majorité d'étrangers) à apprendre la langue du pays.

Les autorités soviétiques avaient également laissé les intellectuels ukrainiens, libres de travailler dans leur domaine, tout en les écartant de la vie politique.

Malgré les conditions les plus pénibles, souffrant du froid et de la faim, insuffisamment vêtus, privés de lumière, ces savants, ces historiens, ces littérateurs ont travaillé avec enthousiasme pour développer la culture ukrainienne, ce qui était défendu avant la révolution nationale de 1917. Ainsi l'Académie des Sciences Ukrainienne de Kiev, fondée en 1918 (sous le Gouvernement national), est devenue un grand centre scientifique. De nombreuses publications, connues des spécialistes du monde entier, prouvent qu'avec du dévouement et de l'abnégation, on peut, même sous le régime soviétique, travailler utilement pour son pays et pour l'humanité tout entière. C'est ce même dévouement à la cause nationale qui a permis aux intellectuels ukrainiens de surmonter toutes les difficultés créées par le régime bolchevik pour travailler à l'organisation de l'Ecole nationale, rigoureusement interdite sous le tsarisme.

Il en est de même dans le domaine religieux : l'Eglise Ukrainienne Autocéphale (c'est-à-dire autonome de Moscou), fondée après 1917, a pu, malgré la politique anti-religieuse des Soviets, se développer et prendre une influence considérable sur la population. Telle fut la politique soviétique jusqu'en 1929.

Maintenant, les Soviets renoncent à cette politique d'une tolérance relative, et ostensiblement ils commencent une véritable campagne contre les sciences, les lettres et l'Eglise en Ukraine.

Des centaines d'intellectuels, avons-nous dit, sont arrêtés en Ukraine. L'agence bolcheviste (Tass) annonce au monde qu'une organisation soi-disant réactionnaire, qu'ils désignent sous le nom de « l'Union pour la libération de l'Ukraine », vient d'être découverte. Ils attribuent à Serge Efremov, académicien et critique littéraire très érudit, très connu et très estimé par tous les ukrainiens, la direction de cette organisation. Ils ont également arrêté Vladimir Tchekhovsky qui fut Président du Conseil des Ministres en 1919 et qui depuis lors a abandonné la politique pour se consacrer complètement à l'organisation de l'église autocéphale orthodoxe en Ukraine.

Il paraîtrait que c'est pour le même « crime » qu'ils ont arrêté Vladimir Dourdoukovsky, directeur d'une école secondaire (premier lycée de Kiev), dont la réputation pédagogique s'étend dans toute l'Ukraine.

Des correspondants de grand talent de l'Académie Ukrainienne, comme l'historien Germaise et le critique littéraire Nikovsky, sont également arrêtés. Il serait vain de citer ici d'autres noms de savants, d'écrivains et de pédagogues renommés qui ont été mis sous les verrous. Quelles sont les raisons pour lesquelles les autorités soviétiques ont ordonné ces arrestations ? Pourquoi préparent-elles ce procès monstre ?

Les Soviets prétendent que les accusés sont en relations avec le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne, qui, bien que se trouvant à l'étranger, continue néanmoins son activité politique. Mais le Haut Conseil des Emigrés Ukrainiens peut affirmer catégoriquement que ni le Gouvernement ni aucun groupement politique ukrainien se trouvant à l'étranger n'ont jamais eu aucune relation avec les intellectuels demeurés en Ukraine, pour la raison fort simple qu'on estime trop

leur travail culturel pour les exposer au risque d'être persécutés par les bolcheviks.

D'où vient donc cette attaque formidable des autorités soviétiques contre la culture ukrainienne ? Pourquoi ce nouveau changement dans leur politique ? La raison est facile à comprendre : le régime soviétique subit actuellement une nouvelle crise économique et politique, particulièrement dangereuse pour lui en Ukraine. L'opposition des paysans ukrainiens contre les oppresseurs est de plus en plus violente. Sentant leur faiblesse, les bolcheviks deviennent menaçants. C'est par la terreur qu'ils cherchent à dissimuler leur faiblesse. Ainsi sont-ils amenés à revenir aux méthodes pratiquées en Ukraine au commencement de l'occupation du pays. Mais pour semer la terreur parmi des hommes accoutumés des années durant à toutes sortes de cruautés et au vandalisme bolchevik, il ne suffit plus d'arrêter des inconnus. Pour que l'effet désirable soit atteint, il faut faire un procès d'hommes illustres de l'Ukraine. Dans tout pays autre que celui des Soviets, on demanderait d'abord où sont les preuves de la culpabilité de l'académicien Efremov et des autres inculpés de marque. Mais sous le régime soviétique cela n'est pas nécessaire : la G.P.U. (Tcheka) est là. Cette organisation est experte dans l'art de falsifier ; elle trouvera, si besoin est, des témoins payés, terrorisés. L'affaire est facile et coutumière chez les bolcheviks.

Mais les nations civilisées, celles qui font partie de la Société des Nations, la Grande Démocratie de l'Amérique du Nord, peuvent-elles rester insensibles devant de semblables monstruosité ?

En présentant sa protestation solennelle contre ce procès monstre, contre la terreur rouge en Ukraine, contre l'attaque formidable de notre culture nationale, le Haut Conseil des Emigrés Ukrainiens habitant dans divers pays d'Europe, lance au monde civilisé un ardent appel aux fins de protester contre l'anéantissement physique de nos écrivains et de nos savants, contre la terreur qui atteint nos humbles cultivateurs, qui ruine notre pays.

LE HAUT CONSEIL DES EMIGRÉS UKRAINIENS.

L'offensive contre la langue turke en Azerbaïdjan

Nos lecteurs connaissent la politique scolaire de l'ancien gouvernement tsariste : l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires se faisait uniquement en russe. Au lieu de langue turke, de littérature, d'histoire turke, les enfants des Azerbaïdjanais étaient tenus d'apprendre la langue russe, la littérature, l'histoire russe. Point n'est besoin de parler de l'école supérieure ; il n'en existait aucune dans tout le Caucase. Les enfants apprenaient leur langue maternelle à la maison, d'une manière tout à fait privée, en faisant appel à des maîtres qu'on invitait tout exprès. Seuls les enfants de parents riches pouvaient se permettre ce luxe. Mais la jeunesse turke dans son ensemble était privée de la possibilité d'apprendre sa langue maternelle, sa littérature. Grâce à sa politique scolaire, le gouvernement russe préparait des cadres d'intellectuels russophiles auxquels on inculquait la nécessité d'un rapprochement avec la Russie et tout en développant en eux un sentiment d'amour envers tout ce qui était russe.

Les agents du gouvernement tsariste, comme aujourd'hui ceux du

régime bolchevik, sont tous sortis de ces écoles et ignorent leur culture nationale. Evidemment, depuis 1900, un mouvement d'opposition à la politique de russification du gouvernement s'est bien manifesté sous forme de boycottage de l'école russe en Azerbaïdjan. La population a commencé par refuser d'envoyer ses enfants à l'école russe dans le temps même où des écoles secrètes s'ouvraient en province, écoles dans lesquelles les enfants pouvaient apprendre dans leur propre langue. Bien entendu, le gouvernement ne manque pas de sévir lorsqu'il découvre ces « mektébé » : les écoles sont fermées et les instituteurs sont déportés en Sibérie. La grande Révolution russe vient à leur secours et dès 1917, de toutes parts en Azerbaïdjan les écoles se nationalisent et la langue russe est remplacée par le turk.

Le gouvernement national prend des mesures afin d'assurer à l'école des manuels de langue turke qui lui sont indispensables. Il faut reconnaître que ce changement se fit sans difficulté attendu que l'Azerbaïdjan possédait déjà une partie de ces livres, et que les manuels manquant étaient aussitôt envoyés de Turquie. On pensait déjà que les premières promotions seraient faites en 1921-1922 et qu'une partie de cette jeunesse continuerait ses études alors que l'autre partie serait versée dans l'enseignement primaire en qualité d'instituteurs. En 1919, une Université comportant un enseignement en langue turke est fondée à Bakou; de plus, dans les villes de province des écoles normales d'instituteurs sont ouvertes. Mais hélas, ce travail fut interrompu en 1920. C'est l'époque où les bolcheviks occupent le pays qu'ils mettent à feu et à sang, une période de terreur. La population n'a plus le temps de songer à s'instruire, son unique souci est de sauver sa vie.

La terreur passée, les bolcheviks installent un commissariat de l'instruction publique et apportent de grands changements dans le programme scolaire. Le premier décret de ce commissariat fut de supprimer l'enseignement en langue turke, à l'Université, tout en le conservant cependant dans les écoles primaires et secondaires. Il est certain que les bolcheviks espéraient russifier peu à peu l'école secondaire, mais ils se heurtèrent à des difficultés.

En 1912, au mois d'août, un Congrès de l'Enseignement se réunit à Bakou. Les professeurs Nomachevski et Krylenko y lisent leurs rapports sur l'enseignement en Azerbaïdjan, ayant bien soin de souligner l'importance de la langue russe en tant que langue de la révolution. A côté de cet argument, ils en présentent un autre de caractère technique et qui signalait la situation anormale que créait cette différence de langues entre l'école secondaire et supérieure. L'école secondaire terminée avec un enseignement turk, il fallait apprendre désormais à l'Université en recourant au russe, ce qui donnait lieu à des difficultés sérieuses pour continuer les études. La seule issue pour sortir de cette impasse, disaient-ils, était de revenir au point de départ, c'est-à-dire aux méthodes d'enseignement d'avant la révolution, c'est-à-dire que l'enseignement se fit en russe dans les écoles secondaires aussi bien que supérieures. La seule concession qui fut faite à la population consistait à lui laisser l'enseignement de la langue turke au même titre que l'enseignement des langues étrangères.

Ces rapports soulevèrent une tempête de protestations indignées, non seulement des professeurs nationalistes turks, mais encore des professeurs communistes. Ces derniers proclamaient hautement que l'enseignement dans les écoles en langue turke était une grande conquête de la révolution.

Le rêve du peuple azerbaïdjanien était depuis longtemps d'avoir une culture turke et un enseignement en turk dans les écoles. Le pivot de l'auto-détermination des peuples proclamée par la révolution s'appuie sur la question de l'existence nationale et de la tradition. *Sans sa langue, un peuple est condamné à l'immobilité et à sa mort.*

Feu Narimanov, ancien Président du Comité exécutif d'Azerbaïdjan, écrivit un article assez mordant dans le journal *Kommunist* sous le titre : « Oiseaux de passage », lequel faisait allusion aux communistes russes venus s'installer en Azerbaïdjan après la révolution. Dans cet article, M. Nariïmanov écrivait que le peuple d'Azerbaïdjan pouvait tout sacrifier pour soutenir le mouvement révolutionnaire, mais qu'il y avait des choses *qui devaient rester intactes : la langue et la culture nationales*; le peuple azerbaïdjanien ne saurait jamais y renoncer. Cet article fit grand bruit à Moscou à l'époque; l'impression produite fut immense; des ordres furent même donnés pour que des concessions fussent faites.

Les instituteurs demandèrent au Congrès que la langue nationale fut conservée dans les écoles secondaires ainsi que la nationalisation de l'Université. Ils demandèrent également de faire venir des manuels de Turquie. Les communistes russes furent contre cette résolution alléguant qu'il était *inadmissible pour le monde communiste que des livres, voire même des professeurs, fussent demandés à la Turquie.* En réponse, les communistes azerbaïdjanien signalèrent un discours de M. Lounatcharski dans lequel il était dit que la science soviétique doit tirer parti des succès positifs de la science bourgeoise et que les écoles soviétiques doivent appliquer et imiter les formes et méthodes des écoles américaines, qu'on peut faire venir des livres de France, d'Angleterre pour les traduire en russe. Les professeurs azerbaïdjanien en appelèrent alors à la logique : du moment que la Russie soviétique admet la possibilité de se servir de livres et de faire appel à des professeurs de la royale Angleterre, l'Azerbaïdjan soviétique peut fort bien demander à la Turquie des livres et des professeurs turks.

Car enfin, Russie et Amérique diffèrent sensiblement. Une grande différence les sépare; par contre, entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, au point de vue de la langue, aucune différence n'existe. Il n'y a rien à traduire. Il faut simplement prendre et profiter de la même manière **que les Allemands** d'Autriche peuvent tirer parti de la littérature allemande. Ces discussions sur la question linguistique avaient une raison politique.

A l'idée d'une influence turque en Azerbaïdjan, que cette influence peut amener une réaction contre le régime existant, les gens du Kremlin étaient inquiets. Il s'agissait de prévoir les événements et de les arrêter à temps. La Russie rouge, de son côté, ne pouvait pas ignorer les sentiments du peuple azerbaïdjanien. Et c'est alors qu'on imagina un compromis : les communistes acceptèrent à contre-cœur la nationalisation des écoles; ils consentirent à ce que l'enseignement fut fait en turk, mais ils décrétèrent certaines mesures que les Vandales n'auraient point imaginées, afin de ne pas laisser pénétrer l'influence turque dans les écoles.

Un beau jour, la Bibliothèque nationale de Bakou fut cernée par les soldats rouges et tous les ouvrages des nationalistes tures, tels que Mehmed-Emin, Teffik Fikret, Zia-Alp, Abdoul-Hak-Hamid, furent saisis et brûlés sous le prétexte que ces livres contiennent une idéologie contraire aux principes communistes; ils furent remplacés par ceux de Dostoïevski, de Pouchkine, c'est-à-dire par ceux dont les auteurs ont une psychologie bourgeoise. Bientôt après, les communistes imaginèrent une autre combi-

raison : ils changèrent l'alphabet arabe pour l'alphabet latin. Le but était le même : il s'agissait alors *d'empêcher tout contact spirituel entre la Turquie et l'Azerbaïdjan.*

Mais les exigences de la vie l'emportent toujours sur les prescriptions humaines. Les bolcheviks ne pouvaient avoir du succès dans leurs entreprises, car la Turquie ne tarda pas à son tour à adopter l'alphabet latin.

DURRU-NADIR.

CHRONIQUE

AZERBAÏDJAN

Du port de Pehlevi sur la Caspienne, on annonce que la situation en Azerbaïdjan est assez troublée. Les incessantes réquisitions de blé dans les campagnes inquiètent les paysans. Ayant besoin eux-mêmes de leurs produits ils refusent de les livrer aux commissions gouvernementales, ce que voyant, les autorités soviétiques mettent les paysans en état d'arrestation et les envoient en exil.

— Dans le district de Gazah, les paysans du village de Baïramli ont mis le feu à des magasins à blé, propriété du gouvernement. Huit paysans soupçonnés dans cette affaire ont été arrêtés. Les magasins contenaient d'importantes réserves de blé et d'orge. Plusieurs tracteurs ont été anéantis par le feu.

— Dans le district d'Akdam, des détachements d'insurgés ont fait leur apparition; sous la conduite de Habiba, ils ont eu un engagement avec l'armée rouge. Au cours de cet engagement de deux jours, sept soldats de l'armée rouge ont été tués. Le 25 octobre le chef de la milice, un certain Nazarov, a été grièvement blessé et transporté à l'hôpital.

— De Tabriz on annonce que 150 hommes, armés de fusils et de mitrailleuses, faisaient partie d'un détachement d'insurgés, ont fait leur apparition dans le district de Gasah.

— Le journal *Odlu-Yourt* annonce que les paysans du district d'Agdam se sont soulevés contre le pouvoir des soviets par suite des réquisitions de blé.

— De Lenkoran on annonce que le docteur Talych Khan Li, homme politique connu, a été déporté en Sibérie.

La grève de la faim parmi les hommes politiques azerbaïdjanais à Solovki

En raison des traitements inhumains dont sont victimes les hommes politiques azerbaïdjanais déportés à Solovki, de la part des autorités soviétiques, la grève de la faim en signe de protestation a été proclamée. Cette grève a duré vingt jours; elle a eu pour résultat d'entraîner la mort d'un révolutionnaire azerbaïdjanien connu et de 46 nationalistes. Lorsque la nouvelle parvint à Moscou, le procureur chargé des affaires politiques partit en avion pour les îles Solovki et accepta aussitôt les conditions des détenus azerbaïdjanais. Leurs revendications consistaient à obtenir : que les traitements appliqués aux exilés politiques fussent appliqués sur les bases de la loi; qu'il leur fut permis d'entrer en relations avec leurs parents et avec leurs proches en recourant à la langue turke. Parmi ces détenus politiques se trouve un savant azerbaïdjanien nommé Bakharleï, connu par ses travaux scientifiques. (D'après *Odlu-Yourt.*)

Crise de ravitaillement

Les journaux de Bakou annoncent que de jour en jour le manque de produits alimentaires se fait de plus en plus sentir. D'après un rapport présenté par la

coopération, il ressort que, depuis ces derniers temps, la ville est dépourvue de pain, de sucre et autres produits de première nécessité. Les ouvriers, qui recevaient auparavant trois livres de sucre par mois, n'en reçoivent plus qu'un kilo. La viande se fait de plus en plus rare; on n'en délivre plus qu'une livre par semaine à chaque famille d'ouvriers. Les produits manufacturés ont complètement disparu.

Le naphte est « sans parti », comme autrefois

En raison de la production de plus en plus intensive du naphte de Groznï et d'Azerbaïdjan, le Collège du Commissariat du Peuple au commerce de l'U.R.S.S., sous la présidence du camarade Mikoïan, a résolu de demander que le chiffre de versement du capital dans l'industrie du naphte soit porté de 10 à 30 % par rapport à la somme des mêmes versements de l'an dernier.

Le 22 juin, dans la région de Derbent, au Daghestan, une puissante fontaine de gaz combustible a surgi, rejetant jusqu'à 300.000 mètres cubes de gaz en 24 heures.

En raison de ce fait, le principal géologue du Conseil supérieur de l'économie nationale de l'U.R.S.S., le professeur Goloubiatnikov a déclaré que depuis longtemps déjà les gisements de gaz et de naphte sont connus au Daghestan, et qu'ils englobent une zone de près de 60 kilomètres. Le professeur Goloubiatnikov émet la certitude qu'en exploitant ces gisements, on obtiendrait une nouvelle région de naphte; cela est d'autant plus certain qu'avant la guerre, les seuls puits en exploitation près de l'aoul de Berkès donnaient jusqu'à 10.000 tonnes de naphte de qualité supérieure.

Des sondages opérés près de Mozdok et de Bragounov, par la « Groznapt » ont révélé la présence certaine de naphte dans ces régions.

Le canal Kara-Sakal.

Les paysans azerbaïdjanais ont fait sauter les digues du canal Kara-Sakal; l'eau a inondé les champs de culture et les plantations de coton des immigrés russes (*Zaria Vostoka*, n° 147).

Le rendement des impôts sur l'agriculture.

La rentrée des impôts sur l'agriculture dont ont été frappés les paysans azerbaïdjanais a donné cette année : 4.730.000 roubles.

Augmentation des impôts.

Le journal *Le Communiste*, n° 158, annonce que le budget de Bakou accuse un déficit de 40 %. C'est la raison pour laquelle le Comité Exécutif de Bakou s'est adressé au Commissariat Transcaucasien demandant d'augmenter les impôts de 40 % pour combler cette brèche.

CAUCASE DU NORD

Nouvelles du Pays

Le mouvement nationaliste et l'évolution qui se produit parmi les Montagnards du Caucase attirent l'attention la plus sérieuse des autorités soviétiques centrales qui édictent des mesures exceptionnelles pour en finir avec ce mouvement. De même que dans les autres parties du territoire de l'Union, ce ne sont qu'arrestations et déportations. Ces arrestations sont basées sur de simples dénonciations d'agents provocateurs et d'après des listes préalablement préparées; sont expulsés du pays tous ceux qui, à un titre quelconque, pourraient jouer un rôle en cas d'événements futurs. Parmi les personnes arrêtées on cite les noms du général Fidarov en Ossétie, du cheikh Omar Efendi et du prince Mourzaïev au Daghestan, d'Aboulatif fils de Chamkhal Argounski en Tchetchnie.

Les bolcheviks ayant décrété l'obligation de déclarer les armes sur tout le territoire des Montagnards, il s'ensuit que cette mesure semble avoir pour but



de désarmer les éléments montagnards, membres du parti communiste; le fait de désarmer ces éléments suscite un fort mouvement de colère parmi les intéressés, lequel pourrait bien les entraîner vers une déviation nationaliste et aboutir à des excès.

L'application des mesures gouvernementales dans le pays ne se fait pas sans incidents graves. C'est ainsi que, dans le district Andi au Daghestan, une échauffourée s'est produite au cours d'opérations de police entre la population et un détachement de Guépéou; au cours des arrestations, le chef du détachement, le camarade Ardov, a été tué. Dans le district de Chatoïev en Tchetchnie, un tchekiste non moins important a été également tué au cours d'un engagement. Dans le village Islamovo en Petite Kabardie, la population opposa une telle résistance au Guépéou qu'il fallut avoir recours à des troupes de Ter-Kala (Vladicaucase). Les pourparlers engagés par le dictateur rouge Kalmuïkov ayant échoué un complot armé en résulta. Surpris par les rouges, les habitants d'Islamovo furent cruellement décimés. Dans cet engagement périrent de nombreux soldats rouges et agents du Guépéou.

Des bruits de guerre prochaine se font de plus en plus fréquents et la population se berce d'espoir de voir libérer le pays de l'oppression des soviets. Il est curieux de constater que, dans tous ces événements, le nom de Chamyl acquiert une popularité toujours croissante. L'ordre d'enrôler les Montagnards dans les rangs de l'armée rouge pour y effectuer leur service militaire obligatoire n'a pu être exécuté en raison de la gravité du moment.

Sur le front économique, le manque de produits de première nécessité se fait de plus en plus sentir. Le système des cartes de pain, de viande, etc. est maintenu pour 1930. Les éléments ne faisant point partie des syndicats sont acculés à la famine, étant privés du droit de posséder des cartes de pain.

La famine au Daghestan

Le Daghestan qui d'ordinaire ne s'est jamais nourri avec son propre blé, subit en ce moment la crise de famine que traverse la population de presque toute l'U.R.S.S. A-t-on jamais entendu, partout ailleurs, que la farine blanche ordinaire et le pain fait de cette même farine, ne soient délivrés qu'en vertu des prescriptions du médecin pour les personnes gravement malades ? La population est littéralement affamée, et si des tentatives sont faites pour l'achat de blé chez les Montagnards voisins, sur le Térék, des repréailles sont immédiatement ordonnées. Il est possible, néanmoins, en cachette évidemment, d'acheter de la farine à 15 roubles le poud, c'est-à-dire presque vingt fois plus cher que le prix normal d'avant-guerre. Or, il est bien rare ici que quelqu'un dispose de pareils moyens. Ceux qui achètent la farine à un pareil prix, ce sont les communistes et autres éléments à leur solde. Le mécontentement, sourd au début, devient de plus en plus bruyant. Le pouvoir soviétique, toujours aux aguets, fait une « nouvelle pression » sur le clergé du Caucase du Nord pour calmer cette effervescence.

UKRAINE

Les députés ukrainiens de la Diète polonaise protestent contre la terreur rouge en Ukraine soviétique

On mande de Varsovie, que la fraction parlementaire de la Diète polonaise a consacré une séance aux nombreuses arrestations en Ukraine et qu'elle a voté à l'unanimité la résolution que voici :

« La dictature communiste a organisé cet automne une de ces campagnes régulières et spécialement formidables contre les patriotes ukrainiens en général et contre les intellectuels en particulier. Cette campagne est menée surtout contre les représentants éminents de la science et de la littérature, contre les élèves des écoles supérieures et secondaires, ainsi que contre les paysans et les ouvriers patriotes. Cette attaque a pour but de détruire le mouvement national ukrainien,

de le discréditer au moyen de procès monstres et de terroriser la population entière en exécutant les hommes les plus en vue. Une vague de terreur rouge couvre toute l'Ukraine, vague qui entraînera avec elle les meilleurs fils de notre peuple.

« La fraction parlementaire ukrainienne, après avoir étudié cette situation, proteste devant le monde entier contre le terrorisme rouge et contre l'extermination des représentants les plus qualifiés du peuple ukrainien. »

Démonstration antisoviétique des étudiants ukrainiens à Léopol

On nous communique de Léopol (Lwow) que, le 22 novembre, devant le Consulat général de l'U.R.S.S., une démonstration de protestation contre la terreur rouge en Ukraine a été organisée par les étudiants ukrainiens. Le Consulat a été lapidé et, au cours de cette démonstration, le Consul soviétique a tiré par la fenêtre plusieurs coups de revolver sur les étudiants.

Découverte d'une organisation antisoviétique

Dans la région de Khortitza le Guépéou aurait découvert une organisation antisoviétique qui entravait toutes les mesures soviétiques. Quatorze personnes seraient arrêtées. (*Communiste* de Kharkiv N° 269.)

Les paysans continuent leur action antisoviétique

De graves troubles antisoviétiques viennent d'avoir lieu dans la région de Mikolaïv. Les paysans ont attaqué et dispersé l'assemblée générale des Jeunesses communistes. Le Guépéou a effectué de nombreuses arrestations et a exercé d'immédiates et cruelles représailles.

Grèves de protestation

On mande de Kiev, qu'au sud de l'Ukraine les ouvriers des usines organisent des grèves pour protester contre différentes mesures soviétiques. Les ouvriers chôment, soit par petits groupes, soit par corporations. Au cours des grèves les machines sont gardées par les ouvriers afin que personne ne puisse les mettre en marche. La cause la plus fréquente des grèves est la diminution des salaires. A Marioupol, les ouvriers ont déclaré la grève pour manifester contre les arrestations de leurs camarades par le Guépéou.

Comment les ouvriers se procurent des vivres

Comme certaines villes sont totalement dépourvues de vivres, les ouvriers dépêchent dans les villages des pourvoyeurs chargés de se procurer le pain et la viande qui leur sont nécessaires. Comme ils achètent les marchandises à un prix très supérieur à celui payé par les commissions soviétiques, les paysans leur donnent volontiers la préférence. C'est pourquoi les bolcheviks arrêtent ces pourvoyeurs qui sont maintenant armés par ceux qui les envoient, d'où luttes fréquentes.

BIBLIOGRAPHIE

ZAREVAND. — La Turquie et le Pantouranisme

M. Zarevand sonne l'alarme : l'idée du pantouranisme se développerait en Turquie d'une manière inquiétante et menacerait d'ébranler le monde; la Turquie nouvelle serait hantée du désir d'élargir ses frontières jusqu'à la Mer Caspienne et même, de les porter jusqu'à la Mongolie. C'est le Caucase, naturellement, qui serait la première victime de cette effervescence nationaliste.

L'alarme ne nous paraît pas bien fondée. Il serait naïf de croire que jamais le Caucase puisse passer sous la domination turque. La Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont reconnues comme Etats indépendants et le Caucase du Nord leur est si étroitement attaché par tous les liens économiques, politiques et géographiques qu'attenter à l'unité du Caucase équivaldrait à braver, non seulement la volonté des peuples du Caucase, mais aussi les intérêts de l'Europe tout entière. La Turquie a reçu d'assez dures leçons dans le passé pour se lancer de nouveau dans une telle aventure. Et dans quel but, au fait, la tenterait-elle ? Pour être chassée le lendemain des confins du Caucase par la Russie ? Ce serait donc un flux et un reflux de forces ennemies sur le dos des peuples du Caucase, une nouvelle période de guerres balkaniques transférées sur le territoire du Caucase ? Et pour aboutir à quoi ? Au même résultat que dans les Balkans ?

Nous devons tout de même savoir gré à l'auteur d'avoir mis une fois de plus en lumière ce que nous ne cessons de préconiser, à savoir la formation des Etats-Unis du Caucase. C'est là, la seule solution du problème qui se pose, la seule acceptable, également conforme aux aspirations des peuples du Caucase et aux intérêts supérieurs de la paix et de la civilisation.

Il est curieux de constater qu'au mouvement « pantouranien » de Turquie répond de l'autre côté de la barricade, c'est-à-dire dans le camp russe, un courant d'idées analogues qu'on appelle l'*Eurasie*. Les deux mouvements relèvent du même souvenir historique, assez nébuleux il est vrai, et qui se croient appelés à jouer un rôle prépondérant dans les destinées du monde; tous deux se disputent âprement l'héritage spirituel de Gengis-Khan. Il n'est pas jusqu'aux intellectuels russes, qu'on croirait cependant imprégnés d'esprit européen, qui ne soient à leur tour figés dans la réminiscence d'un passé de conquêtes et de domination. D'après les Milioukov et les Kérénski, tous les pays envahis et occupés par les Soviets ne seraient que des parties intégrantes de la Russie. « Tous les peuples de l'Union soviétique, disent-ils sans vergogne, sont Russes. » En Turquie aussi, tous les sujets turcs furent jadis déclarés *ottomans*. Mais sous les coups d'événements historiques l'ottomanisme turc s'est évaporé; l'ottomanisme russe, lui, persiste malgré les leçons de l'histoire et en dépit de l'évolution mondiale. M. Mandelstam, auteur de la préface du livre de M. Zarevand, est tiraillé entre ces deux tendances : la liberté des peuples et l'unité de la Russie. Il reconnaît le principe de liberté, mais — il y a toujours un *mais* lorsqu'il s'agit de la Russie — mais, dit-il, le principe n'est pas absolu !... C'est vrai, et puis après ? Et M. Mandelstam de s'appliquer à chercher dans les travaux de la Société des Nations des antécédents de nature à pouvoir justifier, tant bien que mal, l'impérialisme russe. Il cite l'exemple dans les îles d'Aland, mais il oublie que ces îles ne comptent que 26.000 habitants en tout et qu'elles n'ont jamais revendiqué une indépendance politique. Ce n'est naturellement pas le cas de 35 millions d'Ukrainiens, avec leur unité nationale et territoriale, ni celui du Caucase, ni celui du Turkestan. M. Mandelstam ne s'y arrête pas : il parle du sort des îles d'Aland, mais se garde bien de nous dire quelque chose sur la Finlande — et pour cause : l'exemple aurait ébranlé toute sa conception. Il a raison d'ailleurs lorsqu'il parle de l'évolution future et des unions régionales dans le cadre de la Société des Nations. Mais qu'il nous soit permis de faire remarquer que l'Union pan-américaine ne supprime point l'indépendance des Etats américains qui tous sont membres de la Société des Nations, pas plus que le Fédéralisme anglo-saxon. Pourquoi refuser le même droit aux peuples opprimés et exploités par la tyrannie moscovite ? M. Mandelstam prévoit même « une Union Orientale » dont feraient partie la Russie, la Turquie et peut-être même la Perse. Quant au sort du Caucase, de l'Ukraine ou du Turkestan, il n'en dit rien... Peuh ! une large autonomie, tout comme... les îles d'Aland !

Il ne nous reste qu'à remercier M. Mandelstam pour cette largesse.

G. G.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

Librairie Orientale et Américaine



Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Ethnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Ethnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France
fondée en 1925 à Paris

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

Adresse postale : **Le Trident :**

Boîte postale : **15**, PARIS (13^e) ; Chèque postal : **Paris 898.50**

Prix de l'abonnement en France :

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne
et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les
éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslo-
vaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne,
de Mandchourie, etc...

E5114E
1930